ANNEXE NO II

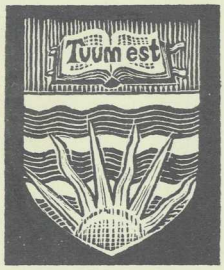
RAPPORR SUR LES ARCHIVES PUBLIQUES.

DOUGLAS BRYMNER, ARCHIVISTE

HR
FC 152
C13
1881

HANDBOUN
PARLIAMEN

THE LIBRARY



THE UNIVERSITY OF
BRITISH COLUMBIA

ANNEXE No 1.

1881

RAPPORT SUR LES ARCHIVES PUBLIQUES.

(*Douglas Brymner, archiviste.*)

MONSIEUR,—J'ai l'honneur de vous présenter le rapport annuel sur l'état actuel des archives confiées à ma garde et de la collection de documents ayant trait à l'histoire des provinces de l'Amérique Britannique du Nord qui forment aujourd'hui la Confédération du Canada.

L'expérience acquise pendant les neuf années qui se sont écoulées depuis la création de cette division du ministère, et les recherches récentes que j'avais reçu instructions de faire en Europe, m'engagent à vous demander la permission d'entrer plus en détail que par le passé dans l'examen des questions relatives à la collection, le classement et la garde des archives de la Confédération. Cet examen sera nécessairement un peu long, mais je m'efforcerai de le restreindre dans un cadre aussi petit que possible, sans nuire à la clarté parfaite de mon exposé.

L'histoire du Canada, comme Confédération, ne commence qu'au 1er juillet 1867, date à laquelle furent jetées les bases de l'union de toute l'Amérique Britannique du Nord sous un seul gouvernement. Il est donc évident que les annales de la Confédération ne peuvent comprendre que son histoire depuis le 1er juillet 1867. De même, il est évident que pour bien saisir l'état politique de la Confédération, l'histoire des différents territoires et provinces qui la composent et la marche des événements qui ont amené l'établissement de la constitution actuelle du Canada, l'historien doit avoir accès aux annales du passé, réunies dans une collection aussi complète que possible.

Le sujet se présente donc sous un double aspect:

1. Histoire des provinces de l'Amérique Britannique du Nord antérieurement à la Confédération canadienne; 2. Histoire de la Confédération canadienne depuis la date de son établissement, le 1er juillet 1867.

La teneur des instructions que j'eus l'honneur de recevoir, pour ma gouverne, en partant pour l'Europe, m'invitait à constater, autant que possible, la nature, le nombre, et, généralement parlant, la valeur historique des manuscrits que possèdent les dépôts publics, et, ensuite, de rechercher, autant que me le permettrait le temps mis à ma disposition, les moyens de collectionner, classer, conserver et rendre accessibles au public les renseignements qu'ils contiennent. Dans l'Acte qui crée le bureau des archives à Londres (1 et 2 Vic., chap. 94,) et auquel je devrai renvoyer plus loin, le mot "archives" est ainsi défini: "Tous rôles, renseignements, brefs, livres, minutes, décrets, testaments, mandats, comptes, papiers et documents quelconques, d'un caractère public, appartenant à Sa Majesté, ou alors déposés dans un des bureaux ou dépôts ci-dessus mentionnés." Toutefois, on a beaucoup généralisé cette définition, comme je le ferai voir ci-après.

Pour plus de commodité, j'examinerai d'abord la question sous son deuxième aspect, en retraçant les démarches successives qui ont amené la création d'un grand bureau des archives publiques. On verra combien les faits s'appliquent à la conservation de nos archives actuelles, et quelle bonne occasion se présente, presque à l'origine de notre histoire, de profiter des erreurs qu'ont commises des nations plus anciennes. Sans diviser formellement le sujet, j'en examinerai naturellement le second aspect, tout en étudiant le premier.

En indiquant le résultat de mes recherches, il vaudra mieux, je crois, réunir le tout dans un exposé sommaire, que de remplir trop d'espace en renvoyant sans cesse au bureau public où j'aurai obtenu tel ou tel renseignement.

BUREAU DES ARCHIVES PUBLIQUES.

En 1800, à la suite de certaines représentations, la Chambre des communes nomma un comité spécial chargé " d'étudier l'état actuel des archives publiques du royaume et de tels instruments publics, rôles, livres et mémoires qu'il jugerait à propos, et de faire rapport à la Chambre des communes de leur nature et état actuel, en recommandant ce qu'il y avait à faire pour les mieux classer, conserver et mettre à la disposition du public."

Le comité divisa son rapport en trois parties : 1. Mesures antérieures; 2. Travaux du comité; et 3. Mesures nouvelles recommandées.

1. Il appert du rapport du comité qu'à cette époque (1800) on conservait les archives publiques depuis plus de 700 ans, ce qui donnerait aujourd'hui (1881) environ 800, bien qu'un grand nombre eussent été perdues ou détruites sous les règnes de Etienne, Jean et Henri III, formant une période de 137 ans (de 1135 à 1272), et pendant les guerres entre les maisons d'York et Lancastre, connues dans l'histoire sous la désignation de Guerre des deux Roses (1455 à 1461).

Dans l'Acte 46, Edouard III, (1473), les archives publiques sont considérées comme le témoignage de la nation, et il est ordonné qu'elles seront accessibles à tous les sujets du roi.

Sous le règne d'Elizabeth (1559 à 1603), une enquête fut instituée au sujet des archives du Parlement.

Jacques VI-I (1617) eut l'idée de créer un bureau des papiers d'Etat et un bureau d'archives générales. Charles I nomma une commission chargée de rechercher toutes les archives appartenant à la Couronne. Les guerres civiles qui amenèrent le Protectorat, empêchèrent la mise à effet de cette mesure, ayant pour but de sauvegarder les archives publiques, et Charles II, après sa restauration, prit des moyens de remédier à cet état de choses, mais rien de pratique ne fut fait avant le règne de la reine Anne (1702 à 1714), époque à laquelle l'un des résultats des recherches ordonnées fut la publication des *Rymer's Fœdera*, compilation de papiers d'Etat et d'archives, ayant trait principalement aux relations extérieures du pays. Puis l'on institua une enquête relativement aux archives nationales, ayant trait aux lois et à l'administration du pays, à l'intérieur, enquête qui se continua, sans interruption, pendant les règnes d'Anne et de George I, jusqu'au commencement de George II (1727).

Des enquêtes semblent avoir été instituées simultanément par la Chambre des lords et la Chambre des communes, la première ayant fait, à ce sujet, un rapport couvrant la période de 1703 à 1728; mais en 1731, après l'incendie de la *Cottonian Library*, (bibliothèque fondée par sir J. Cotton), la Chambre des communes institua une enquête plus générale et plus fructueuse. En 1732, le comité, agissant d'après les instructions de la Chambre, fit rapport que, dans les principaux bureaux des archives, on avait dressé une table des archives du royaume, dans l'ordre chronologique, et indiquant les bibliothèques qui possédaient ces diverses archives. Le rapport ajoutait : " Cette table est la base d'un travail aussi important que nécessaire, qui sera d'un grand avantage pour les particuliers, qui honore la nation et fera connaître nombre de documents relatifs à l'histoire de ses origines, documents jusqu'àlors restés inconnus du public, parce qu'il ne pouvait y avoir facilement accès."

J'ai suivi ce rapport autant qu'il pouvait m'être utile. Mais en se renseignant à d'autres sources, il serait facile de remonter jusqu'au milieu du treizième siècle (vers 1250) pour faire une histoire complète—depuis cette époque jusqu'à nos jours—des mesures prises pour conserver les archives publiques. Mais j'ai pour objet, dans cette partie de mon rapport, de démontrer, par l'exemple de la Grande-Bretagne, quelle importance on attache aux documents de cette nature, puisque toutes les nations européennes ont entrepris et poursuivent encore la même tâche. Il est peut-être nécessaire d'expliquer, avec clarté et précision, à ceux qui s'occupent si activement de créer des matériaux pour servir à l'histoire de l'établissement et des débuts de la Confédération canadienne, qu'ils ne doivent point négliger de recueillir les archives ayant trait à cette importante période et de les conserver de manière à ce qu'elles ne puissent être dispersées ou détruites. Les détails que je me propose de donner sur l'œuvre accomplie ailleurs dans ce sens, forment, je crois, une étude historique non-

seulement intéressante, mais essentiellement utile pour guider le Canada dans un travail analogue, si l'on se décide à l'entreprendre.

2. (*a*) Les pouvoirs du comité de 1800 étaient plus étendus que ceux des comités antérieurs, en ce qu'ils comprenaient, parmi les objets de son enquête, les archives des cours maritimes et ecclésiastiques, celles des cathédrales et des universités, les collections constituant le *British museum*, enfin les dépôts d'archives publiques en Ecosse. On dressa donc une liste de tous les dépôts d'archives publiques, sans en exclure ceux qui avaient déjà été examinés. Ces dépôts sont indiqués en détail, mais j'ai cru qu'il valait mieux en donner simplement la classification pour montrer l'étendue des recherches faites par le comité.

Les dépôts étaient ainsi classés : dépôts d'archives générales, chambres du parlement, ministères, cours de justice, cathédrales et universités, cours d'inscription (*Inns of Court*, autrefois *Ecoles de droit*,) et bibliothèques publiques. Une liste analogue fut dressée pour l'Ecosse.

(*b*). Le comité fit des enquêtes minutieuses et envoya une série de questions aux gardiens de chaque dépôt. Ces questions comprenaient les renseignements qui suivent : contenu du dépôt ; état de l'édifice sous le double rapport de la sécurité et de l'espace ; jusqu'à quel point ses catalogues, listes et index sont complets ; le nombre, les fonctions et le traitement des fonctionnaires qui y sont employés ; distinction entre les dépôts ouverts de droit à tous les sujets de Sa Majesté et ceux qui ont été établis pour la sauvegarde des documents appartenant à quelque branche de l'administration ou à quelque institution particulière. Les questions ne s'étendaient pas à la nature et à l'état des documents et dossiers publics ayant trait aux affaires courantes des bureaux des grandes administrations, concernant le revenu ou la guerre, et le comité interdisait de rechercher s'il existait des documents publics dans les collections particulières.

Le comité qui fit rapport en 1732, avait reçu dix-huit réponses à cette série de questions. Le rapport fait en 1800, mentionne de 300 à 400 réponses. En faisant des recherches, j'en ai constaté le nombre exact, savoir :

Pour l'Angleterre	254
" l'Ecosse	49
Rapports spéciaux	8
	311

Ces derniers sont les plus précieux ; ils sont l'œuvre de personnes éminentes par leur habileté et leur expérience, et expliquent la meilleure méthode à suivre pour rédiger et conserver les archives, registres et documents publics dans tous les bureaux et dépôts, et donnent, en outre, des renseignements sur la structure et la distribution des édifices où l'on veut les conserver.

(*c*.) On fit aussi une visite personnelle des principaux dépôts à Londres, pour constater l'état des édifiees et des documents qui y sont déposés. Il fut fait rapport détaillé de cette visite, et bien qu'il soit surtout d'un intérêt local, son importance et ses résultats sont considérables, d'autant plus que les membres du comité y constatent des faits dont ils ont pu prendre connaissance personnelle.

3. L'observation relative à l'importance locale s'applique à une grande partie de la section intitulée : " Mesures nouvelles recommandées." Toutefois, la préparation de catalogues et index complets semble être la recommandation la plus importante. Il y a une autre recommandation que l'on pourrait mal interpréter peut-être, si l'on ne tenait pas compte de la manière dont les employés étaient payés à l'époque, car le mode de paiement n'est point mentionné dans le rapport, qui le suppose connu, et constituerait un fort mauvais précédent si on l'adoptait en Canada. Le comité recommande que les catalogues et index " qui appartiennent en propre aux employés, soient achetés pour le bureau et mis à la disposition du public." Il ne faut pas oublier que, jusqu'à une date assez récente, les employés ne recevaient que des honoraires ; quelques-uns avaient, en outre, *un faible traitement ;* qu'ils préparaient ces catalogues et index pour leur usage particulier, tant qu'ils conservaient leur emploi, afin de se guider dans les recherches qui leur valaient des honoraires, et que c'était un avantage pour eux-mêmes et un grand bienfait pour le public, quand ils pouvaient fournir de suite les renseignements qui leur étaient démandés. Je trouve dans le

rapport une seule allusion à ce système, sous le titre : " Etablissement et devoirs de cette charge." On y recommande que, dans les cas où l'employé n'a pas de traitement, mais ne reçoit que des honoraires, on devrait le rémunérer, partie au moyen d'un traitement et partie au moyen d'honoraires, le tout réglé d'après une échelle fixe et modérée, ce qui signifie, comme on peut le voir par le grand nombre des plaintes enregistrées, que ces honoraires étaient arbitraires, incertains, et dépendaient beaucoup du montant que l'employé pouvait extorquer.

Un rapport analogue fut fait pour les archives écossaises, mais beaucoup moins en détail.

Une nouvelle commission fut nommée au mois de mai 1806. Les archives de l'Irlande furent examinées par quelques-uns des sous-commissaires nommés, qui firent rapport au lord-lieutenant, et une commission spéciale pour l'Irlande fut nommée en 1810. Des commissions furent subséquemment nommées en juin 1817, juin 1821, avril 1825 et mars 1831. A dater de 1819, on cessa de soumettre des rapports annuels, en sorte qu'il est impossible de constater le résultat du travail fait pendant plusieurs années.

Le dernier comité fut nommé en 1837, et c'est d'après son rapport final que fut rédigé " l'Acte concernant les archives publiques " qui est encore en vigueur. Les commissions, qui existèrent trente-sept ans, se préoccupèrent surtout de faire imprimer les documents, et l'on ne prit, pour ainsi dire, aucun moyen de les conserver. Il paraît aussi que les dépenses de ces commissions excédaient les crédits votés par le parlement. De fait, le rapport du comité spécial sur les travaux de la commission, en 1836, et les témoignages qui l'accompagnent, signalent une absence totale de contrôle et d'économie qui semblerait incroyable, si les faits n'étaient clairement établis. Le rapport de 1837, provoqué en apparence par les conclusions de ce comité, donne les mesures à prendre pour atteindre les divers objets que l'on se proposait en nommant la commission.

On avait envoyé à trois catégories de personnes des questions plus détaillées que celles de 1880 :

I. Aux gardiens des archives publiques ;

II. Aux personnes ayant la garde de documents de la nature des archives, ou autres mémoires historiques.

III. Aux greffiers de cités ou autres officiers de corporations municipales.

Il sera peut-être utile de donner une liste des diverses institutions qui ont fourni des rapports.

Il se peut que des listes de questions aient été envoyées en Ecosse, mais les rapports n'en font pas mention.

Dépôt d'archives générales	7
Chambres du parlement	2
Ministères	8
(Le Conseil privé n'a pas envoyé de rapport.)	
Cours de justice	17
(4 n'ont pas envoyé de rapports.)	
Cour de l'échiquier	29
Cour de circuit	6
Grandes sessions de Galles	12
Comtés Palatins	7
Cinque Ports	2
Cours de Cornouailles (*Stannary Courts*)	2
Greffes de la paix	31
(23 n'ont pas envoyé de rapports.)	
Cours maritimes	0
Cours ecclésiastiques	9
(9 n'ont pas envoyé de rapports.)	
Bureaux d'enregistrement de comtés	4
Cathédrales	12
(15 n'ont pas envoyé de rapports.)	
Universités :	
Oxford	9
(15 dépôts n'ont pas envoyé de rapports.)	

Cambridge	1
Cours d'inscription. (1 n'a pas envoyé de rapport.)	3
Bibliothèques	12
Corporations municipales d'Angleterre et de la Principauté de Galles	118
Total	291

Un coup d'œil jeté sur cette liste fait clairement voir la nature de l'enquête et le vaste champ qu'elle couvrait. Les renseignements concernant l'état des dépôts publics sont, en grande partie, d'un intérêt local ; mais la récapitulation des enquêtes faites sous ce chef, mérite d'être citée comme avertissement contre les dangers que l'on doit éviter en Canada : " Les édifices sont mal situés, mal adaptés à l'objet auquel on les emploie—quelques-uns sont beaucoup trop petits pour la quantité de documents qu'ils contiennent, ce qui rend très difficile l'accès des archives, et pas un seul n'est disposé convenablement ; quelques-uns sont exposés aux risques du feu ; dans d'autres, les archives peuvent être détruites par l'humidité ; il y a des amas énormes de documents dans des dépôts que l'on avoue n'être que provisoires et qui, tôt ou tard, devront être remplacés par des locaux permanents."

Il est facile de voir comment on en est arrivé à cet état de choses :—

1. On fait usage d'édifices qui " n'ont pas été construits dans ce but, et il a été difficile, sinon impossible, de les adapter à l'objet spécial d'y conserver les archives nationales et d'y trouver place pour les appartements nécessaires aux travaux et recherches qui s'y rapportent."

2. L'augmentation rapide du nombre des documents importants et précieux " a nécessité une telle économie d'espace que les documents sont déposés dans des endroits difficiles d'accès et même où la lumière du jour ne pénètre jamais." L'usage de les déposer dans des voûtes ou souterrains sombres et humides est fortement condamné, et le rapport signale énergiquement les dangers du feu.

Une grande partie du rapport traite de la publication des catalogues, index et des documents mêmes ; et de l'importante question de classer et de conserver les archives. A ce sujet, les commissaires s'expriment ainsi : " L'adoption d'un système uniforme pour classer et conserver les archives, semble, nous l'avouons, impossible dans l'état actuel des archives et des dépôts, et la nécessité d'adopter pareil système général nous semble une nouvelle et pressante raison d'adopter le plan que nous avons l'honneur de soumettre à Votre Majesté "

Ce plan est, en substance, celui qui existe aujourd'hui. Le rapport fut présenté à Guillaume IV, le 7 février 1837. Le roi mourut au mois de juin suivant ; la question fut reprise dès la première année du règne de la reine Victoria, et le 14 août 1838, l'Acte (1 et 2 Vic., chap. 94) concernant la conservation des archives publiques, reçut la sanction royale.

Cet acte étant à la disposition de tous, je me bornerai à dire que le préambule déclare que les archives publiques étant confiées à la garde de plusieurs personnes et se trouvant dans des édifices mal adaptés à cet objet, il importe d'établir un bureau des archives et un meilleur système de conservation, et de permettre le libre accès des archives, en tant que leur sûreté et leur intégrité n'en souffriront pas, non plus que les intérêts généraux du royaume ; et que les archives d'un grand nombre de bureaux, cours et autres institutions (dont l'acte contient une liste, en donnant pouvoir, par la deuxième clause, d'y ajouter d'autres établissements) seront sous la garde et surveillance du maître des rôles alors en charge. Le 3ème clause règle le transfert à la garde du maître des rôles des documents qui s'accumulent dans les institutions mentionnées. Les autres clauses ont trait à l'établissement, au maintien et à la direction du bureau, à la nomination de gardiens adjoints, aides, etc. J'ai donné l'interprétation de la première clause.

Comme le titre de " Conservateur des archives " se présente souvent, il n'est peut-être pas inutile de signaler un malentendu qui semble exister à ce sujet. Ce titre ne s'applique pas à un commis ayant charge de la chambre des archives d'un ministère, pour la tenir propre et veiller à ce que les documents soient accessibles,

fonctions qu'un messager intelligent remplit de la manière la plus satisfaisante, dans plusieurs ministères à Ottawa. Au contraire, il désigne une des charges publiques les plus importantes et les plus honorables—le maître ou gardien des rôles ou archives—charge dont le titulaire a préséance sur tous les dignitaires de la magistrature excepté deux, l'ordre de préséance étant comme suit : 1° Le lord chancelier ; 2° le lord juge en chef d'Angleterre ; 3° le maître des rôles. Pour ne parler que des derniers maîtres des rôles, cette charge a été occupée par lord Lyndhurst, lord Cottenham, lord Langdale, lord Romilly, et le gardien actuel, sir George Jessel. Les maîtres adjoints sont toujours des hommes de haute distinction, et plusieurs des aides ne le leur cèdent en rien ou presque rien sous le rapport de la distinction et des connaissances.

L'absolue nécessité de pareille loi est évidente, et comme nos propres archives pourraient bien, avec le temps, se trouver dans un état pareil, je prends la liberté de vous signaler certains faits mentionnés dans le rapport.

On découvrit que les archives de la chancellerie de l'Echiquier étaient entassées dans 600 sacs excessivement sales, et pour déterrer un document que l'on savait exister dans ces sacs, il fallait se livrer à un travail des plus répugnants. Le rapport du comité de la Chambre des communes, de 1836, donne le témoignage de M. Henry Cole, relativement à l'état des hangars formant dépendances des écuries du roi, qui contenaient ces archives. Voici ce qu'il dit : " Ces hangars contenaient, entassés, dans l'état le plus déplorable, 4,136 pieds cubes d'archives nationales. A part la poussière accumulée pendant plusieurs siècles, on trouva tous les documents excessivement humides, lorsque les opérations commencèrent. Quelques-uns étaient inséparablement collés aux murs de pierre. On pouvait voir de nombreux fragments qui avaient échappé aux complets ravages de la vermine, et plusieurs en étaient au dernier degré de putréfaction. La détérioration et l'humidité en avaient rendu un grand nombre si fragiles que l'on pouvait à peine les toucher; d'autres, particulièrement ceux qui étaient en forme de rouleaux, étaient tellement collés ensemble, qu'il était impossible de les dérouler. On y trouva empâtés cinq ou six squelettes de rats et des os de cette vermine étaient distribués dans toute la masse ; c'était un véritable charnier, et lorsque l'on commença à remuer ces archives nationales, on employa un chien pour faire la chasse aux rats que l'on avait dérangés dans leurs retraites." Cet extrait, bien qu'un peu long, n'est qu'un exemple d'un grand nombre d'autres passages que je pourrais reproduire ici, et prouve, d'une manière frappante, le danger dont j'ai parlé précédemment.

La seule exception à cet " état déplorable " des documents, se trouve en Ecosse ; voici ce que le comité dit du bureau des archives de ce pays : " Réunies dans un édifice central, vaste, commode et sûr, à Edimbourg, placées sous la garde de conservateurs parfaitement habiles et responsables, elles semblent être classées dans un ordre parfait, et des catalogues et index également parfaits fournissent les renseignements les plus complets sur leur contenu."

Voilà dans quel état général le bureau nouvellement constitué trouva les choses, et M. Thomas, dans l'introduction de son précieux " Manuel des archives publiques " (*Handbook to the Public Records*), publié il y a trentre ans, expose très clairement les mesures à prendre pour faire le travail de classement, mais je crois qu'il suffira de renvoyer au manuel.

Les fondations du bureau actuel des archives ne furent jetées qu'en 1850. Il se trouve entre *Chancery Lane* et *Fetter Lane*, sur l'ancien jardin appartenant à la Maison des Rôles. La description et les plans que M. John Edwards, secrétaire, a eu l'obligeance de me passer, montrent que les plus grandes précautions ont été prises contre le feu et contre tous les accidents possibles. Non-seulement l'édifice est partout à l'épreuve du feu, mais il possède tous les appareils nécessaires en cas d'incendie, à l'intérieur et à l'extérieur ; il y a, dans l'édifice, des gardiens nuit et jour, en outre de la police qui fait constamment la patrouille. Les devoirs de tous les employés et serviteurs sont minutieusement spécifiés.

Dans le cours de mes recherches sur la manière dont les archives, papiers d'Etat, etc., avaient été transférés des cours de justice et des différents ministères (colonies, guerre, etc.) à la garde du conservateur des archives, M. William Hardy, conserva-

teur adjoint, me communiqua un mémoire de l'ancien conservateur adjoint, sir Thomas Duffus Hardy, approuvé par le maître des rôles et adressé à la Trésorerie, au sujet de l'accumulaion des archives. Le mémoire, qui porte la date du 20 novembre 1875, fait voir qu'en dépit de ses grandes dimensions, l'édifice est déjà encombré. Cela est dû à l'accumulation d'une grande masse de documents légaux et officiels " sans aucune utilité au point de vue légal, historique * * * ou officiel, et qui ne peuvent être d'aucun intérêt pour personne." On m'assure que le dépôt était déjà comble et que si l'on n'eût pris des mesures pour débarrasser le bureau de documents inutiles et volumineux, il se serait produit une confusion qu'il n'eût pas été facile de débrouiller. On nomma donc un comité composé de trois personnes, deux juristes et un employé du bureau. Ce comité fit une liste de 100,000 paquets, boîtes et volumes de documents qui devront être examinés en détail, outre plusieurs milliers d'autres documents qui sont seulement mentionnés, sans en spécifier le nombre.

Le rapport susmentionné eut pour résultat l'adoption de l'Acte 40 et 41 Vic., chap. 55, sanctionné le 14 août 1877, et amendant l'Acte concernant le bureau des archives publiques, de 1838. Cet acte étant publié et à la portée de tous, je me bornerai à faire observer que les dispositions montrent de quel soin jaloux on a entouré la permission de détruire tout document légal ou papier d'Etat, afin de prévenir le moindre risque que l'on emploie des influences indues pour faire disparaître un document dont l'existence pourrait être nuisible à quelqu'un.

Conformément à l'acte, les documents des cours d'archives sont remis à la garde du maître des rôles, sur son ordre écrit, les documents " devant avoir vingt années de date à compter de celle de leur rédaction," et aucun document de cette nature ne peut rester plus longtemps à la garde de la cour, sans un certificat du juge en chef du tribunal aux archives duquel il appartient.

D'autre part, les papiers d'Etat sont remis à des intervalles indéterminés, au gré des chefs de départements, à mesure qu'ils s'accumulent. Ils sont remis en grandes collections, et ni les documents des cours d'archives, ni les papiers d'Etat ne sont préalablement triés. Tous sont envoyés au dépôt, depuis le document le plus important jusqu'au fragment le plus inutile. Lorsque l'on doit faire un triage des documents inutiles, cette opération est surveillée par un employé du département auquel les documents appartiennent et un employé du bureau des archives. Les inconvénients dont on se plaint, étaient dus, en grande partie, à un système confus de transfert.

Comme palliatif, dans le cas des archives des tribunaux, on ne reçoit que les documents certifiés, par le juge en chef de chaque cour, appartenir à la catégorie de ceux dont la conservation doit être permanente; les documents d'une valeur temporaire sont laissés à la garde de la cour.

Quant aux ministères, je crois que la Trésorerie a suggéré un système qui améliorera l'état actuel des choses. Il est possible que des rapports des ministères à ce sujet soient préparés et soumis au parlement impérial dans le cours de sa prochaine session. Ces rapports mériteront grandement d'être consultés si l'on adopte, en Canada, un système général pour la conservation des papiers d'Etat.

Les papiers d'Etat déposés au bureau des archives, vont jusqu'aux dates suivantes :

Trésorerie, jusqu'à 1851.
Ministère de l'intérieur, jusqu'à 1840.
Ministère des affaires étrangères, jusqu'à 1835.
Bureau des colonies, jusqu'à 1849.
Ministère de la guerre, 1856.
Bureau de l'amirauté, jusqu'à 1839.
Bureau du commerce, jusqu'à 1830.
Bureau de l'audition, jusqu'à 1840.

Les règlements concernant les dates jusqu'auxquelles le public peut les examiner, fixent pour :

La Trésorerie, jusqu'à 1759.
Le ministère de l'intérieur, jusqu'à 1769.
Le ministère des affaires étrangères, jusqu'à 1760, ou 1802, sur demande préalable.
Le bureau des colonies, jusqu'à la fin du règne de George II (1760).

Le ministère de la guerre, jusqu'à la fin du règne de George III (1820), avec la faculté de tenir secrets tels documents que l'on jugera convenable.
Registre des lettres de l'amirauté, etc., jusqu'à la fin de 1800.
Bureau de l'audition, jusqu'à 1760.
Bureau du commerce, jusqu'à la fin du règne de George III (1820).

En ce qui concerne le bureau des archives publiques, ces règlements sont inflexibles, mais, dans la plupart des cas, une demande officielle suffit pour obtenir une exception à la règle. Grâces à l'intervention de lord Kimberly, j'obtins permission d'examiner les documents de dates plus récentes que ceux qui sont spécifiés dans les règlements, et il n'existe aucune difficulté à ce sujet, tant que semblable permission ne peut pas être préjudiciable à des intérêts publics ou particuliers.

Les devoirs de la charge de conservateur des archives ne se bornent pas à recevoir et garder les documents publics déposés en vue de les conserver. Le conservateur est sans cesse occupé de la recherche de documents ayant une valeur historique et que l'on transcrit pour les placer ensuite dans le dépôt accessible au public.

Le tableau suivant que j'ai dressé d'après les documents parlementaires annuels, montre combien ces recherches et les dépenses qu'elles entraînent, sont analogues aux recherches que nous faisons actuellement. Ces dépenses sont entièrement à part de celles du bureau, les recherches étant faites par des personnes spécialement nommées à cet effet.

—	1870.	1871.	1872.	1873.	1874.	1875.	1876.	1877.	1878.	1879.	1880.	1881.
1. Pour former des volumes d'extraits de papiers d'Etat, y compris l'impression et les copies faites dans les bibliothèq. du continent..	1,514	1,514	1,514	1,564	1,627	1,727	1,727	1,727	1,630	1,480	1,480	1,280
2. Recherche de documents dans les archives de Simancas et impression	550	550	550	550	550	550	550	550	400	400	400	400
3. Recherche de documents dans les archives de Venise, impression et copies.....	530	530	530	530	530	530	530	530	530	530	530	530
*4. Copies de manuscrits dans la bibliothèque Bodley.....	750	750	750	750	750	750	750	750	750	750	750	750
*5. Publication des manuscrits Carew, de la bibliothèq. de Lambeth	397	397	397	.....	400	400	400	400	400	400	400	400
6. Publication des documents relatifs à l'Histoire d'Angleterre	2,000	2,000	2,000	2,000	2,000	2,000	2,000	2,000	2,000	2,000	2,000	2,000
7. Résumé des *Rymer's Fœdera*.....	416	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Total.....	6,157	5,741	5,741	5,394	5,857	5,957	5,957	5,957	5,710	5,560	5,560	5,360

* En 1874, et depuis lors, le travail indiqué sous les titres 4 et 5 a été modifié, et l'on a commencé à faire des recherches parmi les documents irlandais. A partir de cette date, ces deux titres doivent se lire comme suit :

4. Dresser la liste des documents irlandais du règne de Jacques I et Charles I, y compris les manuscrits de Philadelphie.

5. Liste des instruments et entrées qui existent dans le bureau des archives publiques relativement à l'Irlande, depuis la période la plus reculée jusqu'à la fin du règne de Henri II.

Le travail fait sous le titre 1 comprend : l'impression des papiers d'Etat du Protectorat ; l'impression des papiers d'Etat (intérieur et étranger du temps de Henri VIII, dont plusieurs étaient dispersés à l'intérieur et à l'étranger), transcriptions de documents déposés à Paris ; transcriptions de documents déposés à Rome. Les autres titres s'expliquent d'eux-mêmes ; mais je dois dire que les papiers d'Etat relatifs aux colonies, furent transférés de Simancas à Séville en 1829. Les papiers connus sous la désignation de " Manuscrits de Philadelphie" appartenaient autrefois à un bureau d'Etat de Dublin. Ils furent transportés en Amérique et ont été rendus à la nation anglaise par la compagnie de la bibliothèque de Philadelphie, en 1867.

J'ai pu examiner, dans tous ses détails, le fonctionnement du système adopté pour recevoir et mettre à la disposition du public les archives et papiers d'Etat remis au dépôt. Le conservateur adjoint me mit en rapport avec M. Kingston, qui consacra

un temps considérable à m'expliquer, par des exemples, chaque phase du procédé, et ses explications étaient toujours claires et complètes. J'ai conservé à part la plus grande partie des renseignements ainsi obtenus, parce qu'ils ne peuvent entrer dans ce rapport, mais sont de la plus grande importance pour diriger le travail d'un bureau d'archives. On peut voir le résultat du système des catalogues dans les volumes d'extraits des papiers d'Etat relatifs aux colonies, déposés aux archives. Relativement aux autres catalogues, je vous demanderai la permission de faire quelques observations, parce que la valeur des documents dont il s'agit, est relativement peu connue en Canada.

La publication des rôles de l'Echiquier, ou grands rouleaux de l'Echiquier (*Magnum rotulum Scacarii, vel Magnum Rotulum Pipæ*), montre quelle grande valeur on attachait même à des documents en apparence aussi arides que les comptes de la cour de l'Echiquier. Les rôles de la 31ème année du règne de Henri I, imprimés par le Rév. Joseph Hunter, M.S.A., fournissent une preuve du soin que l'on mettait à identifier ces documents, et l'usage que l'on en faisait. Une citation de la préface de l'éditeur fera mieux comprendre l'importance de ces documents au point de vue historique : " Ces rôles *** contiennent les comptes du revenu du Roi, d'année en année, à mesure qu'ils étaient faits par les officiers du Roi nommés pour ce service, par les shérifs de comtés qui agissaient comme baillis du Roi et par les autres fonctionnaires et débiteurs de la Couronne, et les paiements du Roi étant aussi faits souvent par l'intermédiaire des shérifs et autres fonctionnaires, dans les différents comtés, ces comptes nous donnent un aperçu d'une partie considérable des dépenses de la Cour pendant une longue période, ce qui jette une lumière précieuse sur bien des questions et parfois sur les plus importantes affaires du royaume." (Préface, page i.)

La vérification de la date de ce rôle spécial occupa l'attention des plus savants antiquaires, parce qu'il était unique dans son genre, sans précédent, et que nul autre ne le suivait, si ce n'est à un long intervalle. C'est le seul document qui fasse foi des affaires du genre de celles que mentionnent les rôles semblables, à dater de l'année 1131.

Dans l'introduction des rôles et archives des justiciers du roi, ou juges (*Rotuli Curiæ Regis*), sir Francis Palgrave, ancien conservateur des archives, donne une série d'esquisses historiques fort intéressantes, toutes empruntées à la série en apparence aride des plaidoyers inscrits sur les rôles des juges. En voici un extrait ; " Dans l'histoire de la constitution anglaise, nos archives légales forment l'un des éléments les plus importants. La loi s'imposait au souverain, avant qu'il fût contrôlé par son Grand Conseil, et les plus importantes fonctions anciennement exercées par la Haute Cour du parlement, consistaient dans l'administration de la justice exercée, dans les cas ordinaires, par les juges auxquels le Roi déléguait son autorité et son pouvoir.

" Mais l'intérêt de ces archives légales n'est point purement local ou n'ayant trait qu'à ce pays en particulier. Elles sont la propriété non-seulement de l'Angleterre, mais des Anglais, n'importe où ils soient établis ou dispersés. Nous trouvons ici le germe et la base des lois qui régissent les Etats qui, ayant surgi au delà des mers, semblent destinés à conserver la langue et les institutions de l'Angleterre, sous d'autres climats, lorsque l'empire de la mère-patrie aura disparu comme un songe." (Introduction, vol. 1, page 3.)

J'ai mentionné ces volumes comme indiquant l'usage que l'on fait des archives. L'impression et la publication se continuent d'année en année, et comme on peut le voir par le tableau ci-dessus, un crédit annuel de £2,000 sterling est voté à cet effet.

COMMISSION DES MANUSCRITS HISTORIQUES.

Par le passé, comme on a pu le voir, les seuls documents dont on s'occupait étaient ceux d'une nature publique—archives des tribunaux et papiers d'Etat. Mais, en 1869, il fut résolu d'étendre les recherches, dans d'autres directions, aux documents concernant l'histoire du pays et ses relations extérieures. Le titre d' "Archives," généralisé déjà pour l'adoption de l'Acte de 1838, reçut une signification encore plus étendue. La commission constituée en 1869, sous la désignation de *Commission royale des manuscrits historiques*, et qui autorisait les commissaires à rechercher (avec le consentement des propriétaires) les documents déposés dans les bibliothèques privées,

fournit la preuve évidente de ce que je viens de dire. Après avoir nommé les membres de la commission, dont le président était lord Romilly, maître ou conservateur des rôles et archives, l'ordonnance royale continue : " On NOUS a représenté que plusieurs institutions et familles particulières possèdent des collections de manuscrits et documents d'un intérêt général et public, dont la connaissance serait d'une grande utilité pour expliquer l'histoire, le droit constitutionnel, la science, et la littérature générale, et que, dans certains cas, ces documents pourraient se perdre ou se détériorer, et attendu que l'on Nous informe que plusieurs des propriétaires de ces manuscrits consentiraient à y donner accès et à permettre que leur contenu soit rendu public, pourvu que rien d'un caractère intime ou relatif au titre des propriétaires ne soit divulgué, * * * * il y aurait avantage considérable pour le public à savoir généralement où ces documents et manuscrits sont déposés, et à ce que l'on publie le contenu de ceux qui peuvent servir à élucider l'histoire et le droit constitutionnels, la science et la littérature, NOUS * * * * nommons * * * * Vous * * * * Nos commissaires pour rechercher les endroits où ces papiers et manuscrits sont déposés; * * * vous autorisons à demander l'aide et la coopération de tous les propriétaires de manuscrits et documents, les invitant à vous aider dans la réalisation de l'objet de la commission, et à leur donner pleine assurance que l'on ne recherche que les documents ayant trait aux affaires publiques, et qu'aucun fait ou renseignement que l'on pourra trouver dans leurs collections, ne sera rendu public sans leur entier consentement ou permission."

J'ai cité un peu longuement cette ordonnance, parce que les instructions qu'elle contient peuvent aider à définir l'étendue des recherches que l'on pourra subséquemment faire en Canada.

Il est impossible de résumer les rapports dans des limites raisonnables, pour donner même la plus légère idée de la nature des documents découverts et rendus disponibles. Dans le premier rapport, il est dit que la commission avait été pleinement appréciée et favorablement reçue ; qu'elle avait découvert plusieurs collections dont l'existence était inconnue ; que 180 particuliers et chefs d'institutions s'étaient montrés entièrement disposés à coopérer avec les commissaires ou à demander leur assistance pour faire connaître le contenu de leurs collections, de sorte que la commission dut se borner d'abord à un examen préliminaire. Deux inspecteurs furent nommés en premier lieu, et l'on constata bientôt qu'il était nécessaire d'en nommer deux de plus ; on publia une longue liste des collections examinées par eux et par les employés du bureau des archives publiques dont les services furent requis.

Le second rapport contient des listes des collections examinées subséquemment au premier, le rapport étant publié comme annexe. Je prends la liberté de citer les observations faites sur deux volumes relatifs aux manuscrits concernant l'Irlande, parce qu'elles viennent fortement à l'appui de l'opinion admise relativement à la direction que l'on devra donner aux recherches en Canada : " Aucun des deux volumes n'a particulièrement trait à l'histoire religieuse ou politique de cette période. Ils présentent exclusivement tous les deux, un intérêt social et économique, et les renseignements qu'ils donnent sur le caractère de la population, la tenure des terres, l'agriculture, les relations industrielles et économiques du pays et sur tout son état social, ne se trouvent point dans les documents imprimés relatifs à l'histoire de l'Irlande pendant le 18me siècle. Les lettres semblent bien mériter publication." (Second rapport, page xxi.)

Les observations suivantes s'appliquent si bien à l'état des choses en Canada, que je cite le paragraphe suivant de la conclusion du même rapport : " Vos commissaires sont portés à croire que la continuation de leurs efforts pourra fournir le moyen de prévenir les éventualités auxquelles de précieuses collections de manuscrits sont exposées pour diverses causes—éventualités qui proviennent souvent de changements dans les familles, du déplacement des manuscrits, et de l'ignorance des localités dans lesquelles ils ont été transférés. * * * * Aux personnes qui s'occupent de recherches biographiques, historiques ou politiques, on ne peut offrir de plus grand avantage que des renseignements bien authentiques sur l'endroit où l'on conserve les matériaux indispensables à la continuation de leurs recherches." (Idem, xxi.)

Depuis que les commissaire ont commencé leurs recherches, 500 collections ont été examinées. La première année, les frais de la commission s'élevèrent à £1,000, et, chaque année suivante, elle a dépensé £1,700 en recherches et examens.

BUREAU GÉNÉRAL D'ENREGISTREMENT DE SA MAJESTÉ, EDIMBOURG.

On me conseilla si vivement d'examiner le mode de conservation des archives en Ecosse, que bien que n'ayant pas d'instructions spéciales à ce sujet, je crus devoir retarder mon départ de quelques jours, plutôt que de laisser mon rapport incomplet. M. Hardy, conservateur adjoint des archives à Londres, me donna une lettre d'introduction pour M. William Fraser, conservateur adjoint en Ecosse. Guidé par ce monsieur et aidé de M. Stair Agnew, commis adjoint du registre et régistraire général de l'Ecosse, ainsi que des chefs des différentes divisions de ce service, je pus étudier d'une manière satisfaisante le système dans son fonctionnement.

Les observations déjà citées du rapport du comité de 1836 ne font que rendre justice à la régularité parfaite que l'on constate dans l'administration de cette division si importante du service public. Dans le bureau du régistraire sont réunies les archives concernant tous les grands intérêts de la nation écossaise, réparties en vingt-trois divisions—droit, histoire, tenure des terres, commerce, (y compris la faillite), statistiques vitales, etc. L'Ecosse possède, dans toutes ces divisions, un grand avantage sur l'Angleterre, du fait que son système a été inauguré à une époque bien antérieure et maintenu continuellement, même en temps de guerre et de révolte, parce qu'alors on a maintes fois mis les archives en sûreté dans le château d'Edimbourg, où elles étaient transférées avec ordre et replacées ensuite dans leurs dépôts ordinaires en tel état qu'il ne fallait que peu de temps pour les mettre en ordre comme précédemment. Dans l'historique des mesures prises relativement aux archives anglaises, on verra qu'en 1617, Jacques VI forma le projet d'un bureau d'Etat et d'un bureau d'archives générales pour l'Angleterre. Longtemps avant cela, le parlement d'Ecosse avait pris des dispositions, bien qu'imparfaites, pour le même objet, et, cette année-là (1617), ce qui n'était encore qu'un projet en Angleterre,.devenait un fait en Ecosse, où l'on établissait le système actuel, confirmé subséquemment par les actes que le parlement Ecossais adopta en 1693 et 1696.

Sous notre constitution, avec la division particulière des pouvoirs entre les autorités fédérales et provinciales, sans parler des différences qui existent, par exemple, dans les lois concernant les terres, le travail d'un bureau d'archives, en Canada, doit être bien différent du même travail en Ecosse. Mais, à part les détails, un système fonctionnant bien, expéditif et inspirant la confiance dans l'authenticité des archives, mérite d'être étudié. Si l'on se décidait à créer un bureau des archives publiques en Canada, tel est le point qui mérite essentiellement l'attention. Dans la direction de pareil bureau, la question de système n'a pas trait autant aux choix des documents que l'on doit conserver qu'à la meilleure manière d'atteindre ce but et de les rendre accessibles.

Jusqu'à ces temps derniers et depuis une époque reculée, les registres d'Ecosse avaient été confiés à la garde du lord greffier du registre, ou, comme on le désigne dans les anciens statuts, le greffier du registre. C'était un des hauts fonctionnaires de l'Etat, comme le conservateur des archives en Angleterre, et jusqu'à l'époque de l'union des royaumes, il avait, en vertu de sa charge, le droit de siéger et de voter dans le parlement écossais. Il était surintendant et gardien officiel de tous les registres, et on lui avait conféré de grands pouvoirs. Il était premier greffier du Conseil privé, de la cour des sessions, de la cour de l'Echiquier, et de toute commission nommée par la Couronne ou le parlement, dont les archives étaient commises à sa garde, et, depuis l'union, il preside, comme officier-rapporteur, à l'élection des pairs écossais. Il avait d'autres devoirs importants, et faisait les nominations dans divers bureaux de la cour des sessions, du régistraire et d'autres divisions du service public dans tout le pays. Toutefois, ces pouvoirs ont été grandement restreints par des actes subséquents.

Un greffier adjoint du régistraire fut nommé en l'année 1806. Il était éminemment propre à remplir cette charge et en collaboration avec les lords greffiers successifs du régistraire, il fit, pendant sa longue tenure d'office, plusieurs améliora-

tions précieuses dans la manière de tenir les registres. Son successeur, M. Pitt Dundas, C.-B., occupa aussi, pendant nombre d'années, les charges de greffier adjoint du régistraire et de régistraire général des naissances, etc. Ces charges réunies sont maintenant occupées par M. Stair Agnew.

Le conservateur adjoint des archives est chargé de la garde immédiate et du classement de tous les registres permanemment déposés dans le bureau général; la surveillance de toutes les recherches, et d'autres fonctions. Cette charge est maintenant occupée par M. William Fraser, bien connu par ses précieuses histoires domestiques des anciennes familles d'Ecosse, et de la part qu'elles ont prises aux événements publics de ce royaume, fondées principalement sur les archives particulières de ces familles.

La méthode de conserver les archives, avec index, catalogues, etc., est d'une nature trop technique pour entrer dans ce rapport, mais on me permettra de citer comme exemple de la manière de donner publicité aux résultats des enquêtes publiques, l'index des décès dans le bureau du régistraire général. Dans cet index annuel, on peut trouver immédiatement le nom de tout homme, femme ou enfant qui meurt pendant l'année, tous les noms étant inscrits dans l'ordre alphabétique, avec indication des âges et renvois donnant des renseignements complets sur le défunt. M. David Winter, greffier en charge, m'a assuré que dans le cours d'une année on n'omet pas cinq noms, et ce sont les noms de personnes que l'on a pu identifier après décès. J'ai déposé parmi les archives les rapports imprimés concernant les registres, de 1807 à 1868, rapports rédigés par le greffier adjoint du bureau d'enregistrement, outre des documents parlementaires sur le même sujet, et les autres renseignements que j'ai recueillis seront utiles pour organiser le travail du bureau.

Les renseignements que j'ai obtenus à Paris seront également utiles pour le travail du bureau. Ayant profité du retard que le bureau des colonies m'occasionnait en différant de me mettre en communication avec les autres départements, je ne crus pas devoir rester longtemps à Paris, mais, pendant mon séjour, je pus constater que les frais nécessaires pour recueillir et conserver les archives, ne forment pas des comptes séparés, mais sont inclus dans le budget des différents ministères et des bibliothèques publiques.

BUREAU DES ARCHIVES À OTTAWA.

La collection des documents au bureau d'Ottawa, est précieuse, car elle contient les originaux de la correspondance militaire des officiers qui ont eu le commandement en Canada pendant un siècle, période durant une grande partie de laquelle l'autorité militaire et l'autorité civile étaient, jusqu'à un certain point, réunies dans les mêmes mains; les papiers Haldimand et Bouquet, immédiatement antérieurs et subséquents à la guerre de la révolution; divers manuscrits et une collection considérable de documents et de volumes imprimés. Mais, bien que la collection soit précieuse, elle n'est encore que partielle, car il n'existe pas de série complète relative à une seule période. Par exemple, il existe une collection très précieuse de lettres originales relatives aux affaires militaires pendant la guerre de 1812-15, lettres portant les signatures de sir Gordon Drummond, sir Isaac Brock, des généraux Proctor, Sheaffe, sir John Cope Sherbrooke et autres officiers commandants; mais seulement quelques lettres de D. Rottenburg, et un ou deux billets de D. Salaberry, dont les opérations militaires à Châteauguay sont à peine signalées, et que les rapports de sir George Prevost manquent totalement. Dans la collection Haldimand, il y a des renvois significatifs aux négociations avec le Vermont pendant la guerre de la révolution, mais la correspondance la plus importante ne s'y trouve pas. Dans le volume fort mal à propos intitulé: "Correspondance avec le général Haldimand, après sa nomination comme gouverneur de Québec," il existe une précieuse série de lettres du Dr Mabane, de M. Jenkyn Williams, procureur général, et d'autres personnages. En réalité, la correspondance eut lieu après que Haldimand eût cessé d'être gouverneur. Il était alors à Londres, perdu dans la masse de la population de cette grande ville, harassé par les procès que lui avaient intentés les hommes qu'il avait fait emprisonner sous le soupçon d'avoir entretenu des correspondances entachées de trahison; il assistait aux levers, commérait dans les clubs et perdait chaque nuit

quelques guinées à l'écarté. Les lettres de ses correspondants de Québec à cette époque sont pleines de commérages et dévoilent les animosités personnelles, les projets politiques et les jalousies des conseillers de lord Dorchester. Mais la correspondance du juge en chef Smith, du procureur général Monk et de leurs collègues, sont nécessaires pour compléter l'histoire et pour permettre de se former une idée du véritable état des affaires et des motifs qui portèrent à encourager ce que l'opposition appelait une "colonie américaine," encouragement qui, selon toute apparence, consistait à venir en aide aux Loyalistes de l'Empire Uni, qui souffraient alors.

J'ai mentionné ces deux cas comme exemples de la nécessité de conduire les travaux d'après un judicieux système, si l'on juge désirable de faire une collection de pareils documents. Les papiers relatifs aux colonies ne sont pas les seules sources où l'on pourrait puiser dans le bureau des archives publiques. On trouverait plusieurs papiers dans les séries domestiques, parmi les documents de la Trésorerie et ceux qui ont trait aux affaires étrangères. Il faudrait examiner tous les documents avec soin; ces recherches demanderaient nécessairement un temps considérable et un travail très consciencieux, qui—il est inutile de le dire—serait facilité de toutes les manières possibles par les employés des ministères et du bureau des archives. Sans un rapport complet sur les documents, il serait difficile, sinon impossible, d'arriver à un résultat positif.

Quant à l'histoire de la Confédération, c'est une question du plus haut intérêt. On ne pourra trouver de difficultés à recueillir les documents publics, tels que journaux du parlement, documents des sessions et autres matériaux semblables, et j'ai déjà pris soin de recueillir, pour les archives, des séries complètes depuis l'établissement de la Confédération, séries qui se trouvent actuellement dans le dépôt. La même observation s'applique aux papiers d'Etat des différents ministères, que l'on conserve et qui sont accessibles dans les différentes salles des archives. Mais il existe une catégorie de documents qu'il serait de la plus grande importance de se procurer et de conserver, non point pour les consulter immédiatement, mais plus tard.

Il doit exister, en la possession des personnes qui ont occupé des positions publiques, soit comme aviseurs responsables de la Couronne, soit en qualités d'hommes publics à différents titres, une correspondance très précieuse au point de vue historique, mais qui, avec le temps, sera perdue ou détruite. Ici, où les enfants des hommes du jour sont, politiquement parlant, les nullités du lendemain, ou sont allés s'établir dans d'autres localités que celles où leurs pères étaient connus, il est impossible que pareils documents se conservent comme les vieilles archives des familles de la Grande-Bretagne. Là, les recherches de la commission des documents historiques ont amené la découverte de papiers, lettres, chartes, etc., datant d'aussi loin que les sixième et septième siècles, et qui jettent un torrent de lumière sur les premières époques de l'histoire du pays. Il est bien connu que, chez-nous, des collections précieuses ont été détruites par des ménagères soigneuses qui n'y voyaient que des papiers à jeter au panier. Je prendrai la liberté de suggérer que si l'on pouvait obtenir semblables collections de nos hommes marquants, ou de leurs représentants, on devrait les placer dans des boîtes hermétiquement fermées sur lesquelles on inscrirait les noms des donataires, et que l'on tiendrait scellées pendant une certaine période, tout en les gardant en sûreté dans les voûtes affectées aux archives. Par ce moyen, on les conserverait pour l'époque où, sans manquer aux convenances, l'historien pourrait utiliser leur contenu.

Je demanderai encore la liberté de faire une autre recommandation : Ne serait-il pas désirable d'obtenir une coopération plus active du parlement à l'œuvre de conserver les archives des bureaux, les papiers d'Etat et les documents publics et particuliers, en demandant la nomination d'un comité conjoint des deux Chambres, chargé d'étudier toute la question. J'ai beaucoup hésité à faire cette recommandation, mais je suis persuadé que, par ce moyen, on intéresserait un plus grand nombre de personnes à la question de conserver des documents qui devront former la base d'une histoire authentique.

Quant à la conservation des archives des tribunaux, en attendant que l'on ait pris une décision au sujet de l'établissement d'un bureau des archives publiques, qui devra nécessairement être constitué tôt ou tard, je demanderai la permission de citer les dispositions suivantes d'un acte relatif à l'Irlande et qui s'applique bien à nos

cours de juridiction fédérale ou locale. C'est l'Acte 7 et 8 Vic., chap. 7, (1844), intitulé : " Acte réglant et réduisant les dépenses des bureaux des cours supérieures de justice en Irlande."

La clause 30 prescrit que : " Le juge en chef de ces cours, à l'ouverture des cours, le premier jour du terme, examinera l'état des archives et verra à ce qu'elles soient régulièrement conservées dans un lieu à l'abri de l'humidité, de manière à ce qu'elles soient en bon état, lisibles et classées avec renvois et indications qui permettent un accès facile à toutes les personnes qui voudront les consulter."

MANUSCRITS DU " BRITISH MUSEUM."

Dans tous les bureaux d'archives publiques, les documents relatifs au Canada sont classés sous la rubrique " Amérique," et comprennent ordinairement les archives des Antilles. Comme on n'a pas tenu de liste des documents déjà examinés et qui ne contenaient aucun renseignement utile pour les archives de la Confédération, chaque personne qui veut y faire des recherches, est obligée d'examiner toute la série. J'ai donc pensé qu'il était utile et même nécessaire de transcrire les titres et les chiffres distinctifs, non-seulement des documents que l'on peut utiliser, mais de ceux que bien que contenant en apparence des renseignements, en étaient réellement dépourvus, après vérification.

Cela évitera désormais des recherches inutiles dans des archives déjà examinées, et ce sera une économie de temps et, j'oserai dire, d'argent. J'ai examiné avec beaucoup de soin tous les manuscrits que l'on trouve au *British Museum*, et j'ai réussi, je pense, à en faire une liste complète jusqu'à la date à laquelle j'ai terminé mes recherches. Le temps dont je pouvais disposer ne m'a point permis de faire le même travail pour les autres dépôts. Il aurait fallu pour cela des années, et non pas des jours et des semaines. Le fait qu'entre la publication du premier et du second volume de la série des papiers d'Etat relatifs aux colonies, il s'est écoulé vingt ans, prouve suffisamment cette assertion et l'importance que le gouvernement anglais attache à la collection et au classement des archives. J'ai acheté pour les archives d'Ottawa les deux volumes contenant des extraits de documents relatifs à la période comprise entre 1574 et 1668 et préparés par le maître des rôles. Ils donnent des renseignements très complets sur le contenu des documents relatifs à cette période ; quelques documents sont reproduits presque *in extenso* et, partout, la substance des documents est si clairement indiquée, plus ou moins en détail, qu'il est impossible de se méprendre sur leur valeur. Cela est tellement vrai que, sauf quelques exceptions (s'il y en a), il devient peut-être inutile d'encourir des frais pour faire copier les documents les plus anciens, parce que tout ce qui a trait à cette période, tout ce qui est essentiel pour l'historien qui veut utiliser ces documents, se trouve probablement dans ces deux volumes, sous une forme utile.

Toutes les collections les plus anciennes sont remplies de documents ayant presque exclusivement trait aux provinces de la Nouvelle-Angleterre qui forment maintenant partie des Etats-Unis. Mais dans ces collections, il y a aussi des allusions, et en certains cas des détails sur les opérations des Français en Canada, en sorte qu'il est parfois difficile d'établir une ligne de démarcation entre ce qu'il faut copier pour nos archives et ce qu'il faut laisser de côté, parce que des extraits isolés ne donnent souvent qu'une idée imparfaite et assez souvent erronée de ces opérations.

Je me suis efforcé de choisir surtout, et en premier lieu, les documents de nature à jeter de la lumière sur l'histoire des provinces qui forment aujourd'hui la Confédération canadienne ; je me suis ensuite occupé de ceux qui s'y rapportent indirectement. Bien que Terreneuve ne soit pas entré dans la Confédération, il existe de très importants documents ayant trait à son histoire, par exemple, aux différends et réclamations au sujet des pêcheries, aux droits concédés aux Français, et autres questions importantes qui toutes concernent l'Amérique Britannique du Nord. Je prends la liberté de dire qu'un bureau d'archives, à Ottawa, serait incomplet sans ces documents. Tous se rapportent directement à notre position, et l'on devrait, je crois, les ajouter à la collection des documents qui se rapportent d'une manière plus directe à la Confédération canadienne.

Je crois devoir ajouter que je ne m'en suis pas tenu aux renseignements fournis par

les catalogues. Ce sont des indicateurs précieux, mais qui n'ont pas d'autre objet, et l'archiviste qui s'en tiendrait à un index ressemblerait assez au voyageur qui se croirait au bout de sa route parce qu'on lui a indiqué son chemin. J'ai examiné avec soin chacun des documents mentionnés dans la liste suivante, souvent à diverses reprises, et les recommandations que j'ai faites dans ce rapport sont le résultat de recherches aborieuses et faites avec soin.

Voici la liste des documents examinés au *British Museum*, avec leurs titres et numéros respectifs :—

Documents relatifs aux Antilles, l'Amérique, etc.—Concessions, principalement de la compagnie de la Nouvelle-France, de terres et privilèges à diverses personnes. Arrêt en date du 6 mars 1645, approuvant le transfert, fait par une compagnie aux habitants, du commerce de fourrures de la Nouvelle-France. (Folio 29.) (F.) Add : 14,034.

Différents édits du roi. Représentations concernant l'Acadie. Ordonnance de Louis XIII fixant les limites des gouvernements de la Nouvelle-France, etc., adressée à M. Daunay Charnesay, daté de Saint-Germain-en-Laye, le 10 février 1638. (Folio 34.) (F.)

Concessions des Iles de la Madeleine au sieur Doublet, en 1663. (Folio 66.) (F.)

Capitulation de Port-Royal, en 1654. (F.)

Concessions de Cromwell, en 1656, à de la Tour, Temple et Crown. (A.)

Ces documents, qui commencent au folio 24 et se terminent au folio 91 b, seront encore mentionnés plus loin.

Rapport de l'invasion projetée de la région de la Susquehanna par les Canadiens, 7 mai 1758. (Folio 178.) (A.)

Ordre de payer Woodford, entrepreneur à Annapolis, pour fourniture de provisions aux recrues de la Nouvelle-Angleterre, 1749. (Folio 202.) (A.)

Rapport sur les réclamations de Richard Gridley, relativement à la concession des Iles de la Madeleine. (Folio 211.) (A.)

Mémoire de Lord Albemale, de l'amiral Keppel et autres, relativement à la concession de l'Ile Saint-Jean (Ile du Prince-Edouard). (Folio 213.) (A.)

Rapport sur la Constitution de Québec (1765), par les lords du Commerce et des Plantations. (Folio 221.) (A.)

Mémoire des Loyalistes du Cap-Breton, 1785. (Folio 369.) (A.)

Réponse au précédent, par le gouverneur Desbarres, et documents additionnels. (Folio 372.) (A.)

Lettre à lord Sydney, sur le même sujet, par le gouverneur Desbarres. (Folio 384.) (A.)

Documents relatifs au Canada.—Pétition des nouveaux sujets et des marchands anglais de Montréal et autres parties de la province ; aussi de négociants de Londres, ayant des intérêts en Canada et y faisant commerce, et exposant au long des plaintes contre le général Murray. (La pétition ne porte pas de date, mais nous la connaissons d'autres sources.) La pétition couvre neuf grandes pages. (A.) Add: 15,491.

Il y a aussi les dossiers de deux causes en appel, la première une poursuite intentée par Francis Noble Knipe et John LeQuesne, de Québec, contre le député quartier-maître général Christie, ce dernier étant l'appelant. La seconde, un appel d'Elzéar Lévy, de Montréal, contre Daniel Robertson, Robert Burton, exécuteurs testamentaires de feu sir Ralph Burton, et les autorités militaires dont les noms et grades sont indiqués au long. (A.)

Add: 15,491. Ces deux appels qui, par eux-mêmes, n'offrent aucun intérêt particulier, indiquent très clairement la façon dont s'exerçait l'autorité militaire immédiatement après la conquête, et la résistance que lui offraient les anciens sujets, c'est-à-dire les colons anglais. Ces dossiers couvrent 19 pages.

Bref ecclésiastique, B. IV, 8. *Bref*—Autorisation donnée aux évêques et au clergé d'Angleterre, de Galles et de la ville de Berwick-on-Tweed—de faire des collectes dans tous ces territoires, pour venir en aide aux victimes du grand incendie qui avait eu lieu à Montréal.

Le bref porte la date de la sixième année du règne de George III (1766), et est écrit sur parchemin. (A.)

Add: 24,323. *Lettres de sir Wm. Johnson, sir John Johnson et du colonel Guy Johnson.*—Les lettres les plus anciennes ont principalement trait à des questions d'argent et à un certain Roberts, ex-officier du département des Indiens. On y parle d'un nommé Klock, un Allemand, mentionné également dans les papiers Haldimand, comme ayant volé deux Indiens pour les emmener à Londres et s'en servir pour exploiter la curiosité publique. Les lettres contiennent d'autres détails sur ce fait et sur le susdit Klock, mais ils ne sont pas assez intéressants pour qu'on les copie. Au mois de septembre 1778, le colonel Guy Johnson—en route pour Québec où il n'arriva pas, et de Halifax, au mois de février 1779,—écrit des lettres qui ne contiennent rien d'important.

On pourrait copier une lettre datée de Montréal, le 8 novembre 1780, (folio 36), qui donne, sur l'expédition dans les provinces rebelles, des détails plus complets que tout ce que nous avons par ailleurs. Il suffirait de copier deux pages de cette lettre (jusqu'au bas de la page 36*b*). (A.)

Add: 24,322. *Lettres et documents relatifs aux affaires américaines.*—Mandat, en faveur du major Henry Caldwell, pour la somme de £500, comme récompense pour avoir apporté la nouvelle de la retraite des forces rebelles devant Québec, le 6 mai, 1776. (Folio 24.) (A).

Lettre au comte de Shelburne—probablement du lieutenant-gouverneur Hamilton, en date du 19 novembre 1784. (Folio 88.)

Avis affiché sur les murs de Québec, après le départ de Haldimand, et parlant de lui-même et de son administration dans les termes les plus amers.

Il n'y a pas de date, mais ce document est, sans aucun doute, de 1784. (Folio 93.)

Il y a aussi des lettres du colonel St. Leger (folio 94); Mongolfier (folio 104); James McGill (folio 106); Joseph Brant (folio 110), et une de E. Bridgeman, en 1790, relatives à la levée de troupes, (folio 131). (A).

On pourrait, je crois, copier les documents que je viens de mentionner, et l'on pourrait ajouter à cette collection la lettre du colonel Guy Johnson qui se trouve dans l'Add. 24,323, folio 36.

Add: 8,075. *Documents Puisaye*, 1799.—Le nom du comte Joseph de Puisaye est bien connu dans l'histoire de la Révolution française. Né en 1785 et destiné, par sa famille, à l'état ecclésiastique, il entra dans l'armée et devint colonel des Cent Suisses, qui formaient la garde royale. Plus tard, membre de l'Assemblée Constituante, il protesta contre les excès des Jacobins, servit sous de Wimpfen, comme chef de l'état-major dans l'expédition dirigée contre eux, et après la défaite, leva un formidable corps de Chouans, obtint des secours du gouvernement anglais et devint un des chefs du mouvement royaliste. En 1797, lorsque ce parti eut abandonné tout espoir, il obtint du gouvernement anglais un octroi de terres dans le Haut-Canada, où il se proposait d'établir des royalistes français, mais après la paix

d'Amiens, il retourna en Angleterre, où il se lança dans des controverses qui empoisonnèrent le reste de ses jours. La correspondance contenue dans ce volume a trait à la colonie susmentionnée, et l'on y trouve des lettres du duc de Kent, de l'évêque de Québec, de l'ambassadeur anglais, de différents fonctionnaires et de personnes qui voulaient émigrer en Canada. Dans la collection de documents militaires, les archives possèdent déjà une partie de la correspondance de De Puisaye, et les papiers ici mentionnés rendraient cette collection plus précieuse; ils couvrent 230 pages, format de papier à lettres. Toute la collection de Puisaye forme 117 volumes. (A.F.) Add: 8,075.

Territoires du Roy de France, du Roy d'Engleterre en Amérique. (F.) (Pas de date.) Add: 24,982.

Rapport adressé au ministre de la marine en France, au sujet des Antilles. Il y a, en outre, une traduction de partie des voyages de Purchas, des tables astronomiques, etc. C'est un vieux livre curieux, avec des cartes rares, mais qui ne conviendrait pas pour nos archives. Il a été évidemment écrit vers le commencement du 18ème siècle. (F.)

Documents divers, relatifs à l'Amérique.—Un seul document a trait au Canada et à son commerce, et il n'est pas de grande valeur. Add: 22,680.

Papiers de lord Halifax.—Proposition d'établir une colonie écossaise en Canada, à la Nouvelle-Ecosse et en Acadie, et faisant voir les avantages du projet pour le commerce et la défense du pays. Pas de date; c'est probablement 1707. (Folios 92 à 94). (A). Egerton, 929.

Mémoires établissant que les possessions françaises sur la rivière du Canada, appartiennent originairement et de droit à la couronne de la Grande-Bretagne, et, pour d'autres raisons importantes, devraient être rendues à la dite couronne par un traité de paix, en date de 1709, avec une lettre de l'auteur de la proposition, J. Dummer. Le mémoire donne d'intéressants détails et vaut bien la peine qu'on le copie. (Folios 119 et 122.) (A.)

Opinion du vice-amiral Warren sur l'effectif des troupes et le nombre de navires nécessaires pour défendre et coloniser la Nouvelle-Ecosse, et ses propositions à ce sujet, 1746-47. (Folios 168 à 172.) (A).

Les "Cæsar Papers."—Le seul document de cette collection relatif aux affaires des colonies, est une lettre en date du 15 décembre 1622, contenant une proposition de soumettre les Indiens, sans les détruire, par Thomas Martin. La lettre a principalement trait aux Indiens de la Virginie et, en général, à ceux des États du Sud. Ce document ne vaut pas la peine qu'on le copie. (A.) Add: 12,496.

Papiers relatifs à la Nouvelle-Angleterre.—Ces papiers ont principalement trait à Boston, quelques-uns à la Virginie et d'autres aux Iles-sous-le-Vent. Ils ne portent pas de date, mais leur contenu prouve qu'ils ont été écrits vers 1675. Aucun de ces papiers ne vaut la peine d'être copié. (A.) Add: 28,089,

Papiers des Lords Commissaires du commerce et des plantations.—Au Très honorable M. le secrétaire Vernon, le 17 février 1698-99. Lansdown, 849.

1. Copie d'une lettre des Lords Commissaires du commerce et des plantations, au sujet des empiétements des Français dans l'est de la Nouvelle-Angleterre, par terre et par mer; cette lettre porte la date du 24 décembre 1698.

C'est un important document sur les empiétements des Français dans les provinces au sud de Québec, avec un plan des colonies et des industries que l'on pourrait y établir, etc.

Bien que le rapport ait principalement trait à New-York, on devrait, je crois, le copier, parce qu'il concerne directement et clai-

Lansdown, 849.

rement l'occupation du Canada par les Français et leurs relations extérieures (La lettre couvre 29 pages, environ 70 feuillets. (A.)

2. Extrait d'une lettre de Stoughton, lieutenant-gouverneur de la baie de Massachussetts, relative aux empiétements des Français sur les territoires anglais et le droit de pêche maritime, 24 octobre 1698. (Folio 24.) (A.)

3. Copie d'une lettre de M. de Villebon, gouverneur français de la Nouvelle-Ecosse, à M. Stoughton, lieutenant-gouverneur de la baie de Massachussetts, concernant les prétentions des Français au droit exclusif de pêche, etc., dans ces parages, le 5 septembre 1698. (F).

Cette lettre (folio 47) indique les frontières entre les territoires anglais et français.

5. Copie d'un mémoire de M. Crown concernant les droits des Anglais à Penobscot et autres territoires adjacents en Amérique, 4 janvier 1697-98. (A.)

Le mémoire (7 pages) commence au folio 51.

6. Copie du mémoire de M. Nelson, concernant ses droits à la Nouvelle-Ecosse, comme neveu de sir Thomas Temple, décédé le 13 avril 1697. (Folio 55.) (A.)

7. Copie du mémoire de M. Nelson, relatif à la Nouvelle-Ecosse et aux ports adjacents, 13 avril 1697. (Folio 57.) (A.)

8. Extrait d'un mémoire de M. Nelson, concernant la région à l ouest de la rivière Sainte-Croix, annexée au gouvernement de New-York 2 juillet 1697. (Folio 59.) (A.)

9. Copie du mémoire de M. Nelson, concernant les pêcheries sur les côtes de la Nouvelle-Ecosse et autres sujets que l'on ne devra pas perdre de vue en traitant avec les commissaires français aux termes du traité de Riswick, 2 novembre 1697. Ce document ne porte pas de date, mais celle que j'ai indiquée se trouve à l'endos. (Folio 61.) (A).

10. Copie d'une lettre de M. Nelson, datée de Paris, concernant les projets des Français d'étendre leurs frontières dans la région de l'est de la Nouvelle-Angleterre, 2-12 décembre 1697. (Folio 67.) (A.)

11. Copie d'une lettre de M. Nelson, datée de Boston, Nouvelle-Angleterre, concernant les prétentions des Français au droit exclusif de pêche, sur la côte de l'Acadie, 4 novembre 1698. (Folio 65.) (A.)

Ces lettres mémoires et représentations de M. Nelson, bien que tous sur le même sujet, le présentent sous différents points de vue, et ont droit aux réclamations Stirling, mentionnées plus loin. Tous ces documents, au nombre de six, ne couvrent que 16 pages commençant au folio que je viens d'indiquer.

12. Extrait d'une lettre de M. Randolph, relative aux empiétements des Français sur les plantations anglaises et la nécessité d'y mettre un terme en fixant définitivement les frontières. Cette lettre est datée de New-York, le 16 mai 1698, et ne couvre qu'une page. (Folio 69.) (A.)

13. Copie d'un mémoire dressé par les Commissaires du commerce et des plantations, en juillet 1697, relativement à la frontière de New-York et au droit de Sa Majesté à la souveraineté du territoire des Cinq-Nations, qui est limitrophe. (A.)

Ce document, dont le titre est donné parmi ceux des papiers des Commissaires, ne se trouve pas dans la collection.

14. Copie de la déposition de William Tellier, concernant le droit de la couronne d'Angleterre à la souveraineté des Cinq-Nations indiennes. New-York, 6 juillet 1698. (Folio 71.) (A.)

Outre le sujet mentionné dans le titre, la déposition contient des renseignements sur les mesures prises par les Français du Canada pour affirmer leurs droits sur les Indiens et leurs relations avec les tribus. La déposition couvre deux pages.

15. Copie d'un mémoire présenté au comte de Bellomont par le colonel Bayard et concernant le droit de la couronne d'Angleterre à la souveraineté des Cinq Nations indiennes. New-York, 6 juillet, 1698. (Folio 73.) (A.) Lansdown, 849.

Le mémoire mentionne les traités avec les indiens et donne d'autres renseignements. Il couvre deux pages.

Outre ces documents, dont les numéros sont indiqués dans une liste qui se trouve en tête, il y a une lettre du comte de Bellomont (folio 78) accompagnant une adresse des habitants du comté et de la cité d'Albany (folio 80), et un rapport des Commissaires du commerce et des plantations (folios 84–86). Ces documents représentent que la population de la province de New-York est incapable de supporter les frais des fortifications projetées, et donnent des informations sur le projet des Français du Canada d'envahir le pays et d'en prendre possession. La lettre de lord Bellomont et les papiers qui l'accompagnent, couvrent environ dix pages.

En outre, il y a des rapports des sachems des Cinq Nations, représentant que les Indiens alliés avec les Français font des massacres sur leur territoire; ces rapports sont datés du 30 juin 1700, (folio 88); puis un extrait d'une lettre du comte de Bellomont, (folio 90), en date du 31 juillet 1700, faisant rapport sur la mission de M. de Merricourt, du Père Brenyat, jésuite, et autres, chez les Onondagas.

Ces deux documents couvrent quatre pages.

Tous ces documents ont directement trait à l'histoire du Canada sous la domination française, et montrent clairement quelles étaient alors les relations du Canada avec ses voisins du Sud, au point de vue de ces derniers. Ce sont des fragments d'une grande importance, qu'on aurait tort, je crois, de négliger. (A.)

Rapport sur l'état des colonies américaines.—Rapport au Roi par les Commissaires du commerce et des plantations, exposant l'état des colonies et plantations de Sa Majesté sur le continent de l'Amérique du Nord, septembre 1721. King's, 205.

Ce rapport comprend la Nouvelle-Ecosse, le New-Hampshire, la baie du Massachusetts, Rhode-Island, New-York, Jersey, la Pennsylvanie, outre le Maryland, la Virginie et les Carolines. Les possessions espagnoles à la Floride sont aussi mentionnées. Un rapport détaillé du commerce complète cette partie du rapport. Dans une autre partie, sous le titre "Mississippi," il y a un rapport très intéressant sur les réclamations des Français. Le rapport sur l'alliance avec les Indiens donne la population des tribus. Le rapport se termine par des "Considérations sur les moyens d'assurer, améliorer et agrandir les possessions de Sa Majesté en Amérique." (A.)

Le tout représente environ 340 folios que l'on devrait copier *in extenso*, parce que presque tous les documents se rapportent d'une manière directe à l'histoire de nos provinces actuelles et aussi au Canada et à ses projets sous la domination française.

Adresse au Roi par sir William Keith, sur l'état actuel des colonies en Amérique, au point de vue des intérêts de la Grande Bretagne. (A.)

La principale valeur de ce document consiste dans le témoignage qu'il offre quant à l'état de l'opinion relativement à la manière dont les marchands et aventuriers de la mère-patrie exploitaient les colonies et en ce qu'il mentionne les nouvelles qui les poussèrent à la révolte. L'adresse couvre environ 63 folios.

Rapport du général Murray sur Québec, 1762. (A.)

La collection Haldimand contient le rapport lui-même, mais aucun

King's 205. des papiers qui l'accompagnaient ; on les trouve tous ici *in extenso* et ils compléteraient le rapport qui existe déjà dans les archives. En voici la liste :

1. Ordonnance du Roi, en date du 15 mars 1732, prescrivant que les terres concédées devront être colonisées dans une certaine période, sous peine de confiscation.
2. Tarif des droits sur les importations et exportations.
3. Liste des officiers du revenu en Canada, en l'année 1758, avec leurs traitements.
4. Emission autorisée en billets de 1*l* 10 *sous*, (environ 7½d. sterling).
5. Extrait d'une lettre du gouverneur Murray, donnant des renseignements sur le commerce de fourrures dans l'ouest.
6. Chiffre de la population du gouvernement de Québec, en 1761.
7. Quantité de fourrures exportées en 1754, avec les prix des différentes espèces à Québec.
8. Quantité de fourrures exportées en 1755, avec les prix des différentes espèces à Québec.
9. Importations et exportations en 1754.

Rapport sur les Trois-Rivières pour 1762, par sir Ralph Burton. Bien qu'offrant quelque analogie avec le rapport de 1763 qui se trouve dans la collection Haldimand, il en diffère sur plusieurs points, et on devrait le copier, ainsi que les tableaux qui l'accompagnent. Le rapport et les tableaux de cette collection ont tous trait à 1762.

Je prends la liberté de faire la même recommandation relativement au rapport sur le gouvernement de Montréal, par le général Gage, avec les tableaux qui l'accompagnent.

Deux rapports sur la Nouvelle-Ecosse, par Charles Morris, arpenteur en chef, datés de 1762 et 1764. Ces rapports sont presque entièrement topographiques.

Rapport sur Terreneuve par le gouverneur Hugh Palliser, en 1764, plein de détails sur les opérations des Français, les empiétements sur les pêcheries de la Nouvelle-Angleterre, etc. Le rapport, avec les renseignements qui s'y rattachent, s'étend du folio 658 au folio 792, mais il y existe un grand nombre de blancs.

Add: 8,949-50 *Voyages du capitaine Jonathan Carver*, depuis le mois de mai 1766, jusqu'à la fin de 1767 ; l'ouvrage est plus singulier qu'important. Le capitaine Carver voyagea de Détroit à Michillimackinak, la baie du Tonnerre, etc., et dans une partie des Territoires du Nord-Ouest ; il se rendit jusqu'au 108ème degré de longitude ouest. Il visita aussi le Mississippi.

Les deux chiffres à la marge ne représentent qu'un seul ouvrage qui existe en duplicata.

Journal de J. L., marchand de Québec.—Voyage de Londres à Boston, Rhode Island, New-York, Albany, la rivière Mohawk, Fort Stanwix, Fort Oswego, Erié, Détroit, et retour par le Saint-Laurent, jusqu'à Montréal, dans l'espace d'environ cinq mois et demi, en 1768. Ce journal, écrit au jour le jour, n'offre pas—sauf les rares exceptions de quelques entrées—le moindre intérêt pour qui que ce soit, sauf peut-être l'auteur en son vivant.

Add: 15,483. *Liste des Conseils en Amérique* et des personnes dont les nominations furent recommandées de 1703 à 1711. (A.)

Add: 15,484. *Description des ports, depuis la Nouvelle-Angleterre jusqu'à la Floride.* (A.)—Aucune de ces deux dernières collections n'offre rien qui intéresse la Confédération canadienne.

Add: 15,485. *Tableaux du commerce, des importations, exportations, etc.*, du 5 janvier 1768, au 4 janvier 1769. (A.)

Ces tableaux comprennent des rapports de Terreneuve, du Canada, de la Nouvelle-Ecosse, la Nouvelle-Angleterre, les provinces du sud,

(aujourd'hui les Etats-Unis), jusqu'à la Floride; chaque rapport est détaillé et il y a aussi des rapports pour les Bahamas et les Antilles. Ces derniers spécifient les importations des diverses colonies et en indiquent les quantités et valeurs. Add: 15,485.

Les tableaux sont très complets et indiquent le commerce comparatif des différentes provinces à cette date. Ces renseignements seraient très précieux pour qui voudrait écrire une histoire du commerce. Je crois que l'on ne devrait pas hésiter à copier ces tableaux. Je puis ajouter qu'ils donnent un détail très minutieux des différentes espèces de produits exportés, des marchandises importées, etc.

Empiétements sur les prérogatives du Roi par la législature du Massachussetts. (A.)—Ces documents, qui vont de 1720 à 1723, sont très importants pour l'écrivain qui s'occupe de l'histoire d'Amérique, car ils ont trait aux relations tendues, pendant de si longues années, entre les colonies et la Nouvelle-Angleterre—surtout le Massachussetts—et la mère-patrie. Add: 15.486.

On trouve dans presque tous les documents relatifs au Massachussetts, la preuve que cette colonie ne supportait qu'avec impatience la moindre contrainte. Mais comme les documents dont il est question ici n'affectent point directement le Canada, je ne saurais recommander qu'on les ajoute à nos archives.

Se rapporte entièrement à des différends entre les provinces, aujourd'hui les Etats-Unis, relativement à leurs frontières, et n'est d'aucun intérêt spécial pour le Canada. Add: 15,487.

Différends entre la compagnie de Kennébec et les colonies de New Plymouth et de la baie de Massachusetts, relativement à leurs frontières, privilèges, etc., spécifiés par la concession de Québec. Tout le territoire compris dans la concession originaire et objet du différend, est situé entre les 40ème et 48ème degrés de latitude. Add: 15,488.

J'ai lu avec beaucoup de soin tous ces documents, qui contiennent les factums des parties, des copies des concessions, des titres des Indiens et autres documents. Ils sont très volumineux, mais ne pouvant bien comprendre, sans carte, les explications relatives aux frontières en litige, je renonçai à y trouver des éclaircissements sur les frontières fixées par le Traité d'Ashburton. Je remets à plus tard la question de savoir si ce volume doit être copié.

Papiers relatifs au New-Hampshire, Rhode Island, la Pensylvanie, etc.—Ces papiers ne concernent que les affaires des Etats mentionnés. Add: 15,489.

Papiers Mitchell.—Sir Andrew Mitchell fut ambassadeur à la cour de Prusse de 1755 à 1770. Ses dépêches, sa correspondance et autres papiers forment 69 gros volumes. Ils contiennent de fréquentes allusions aux événements qui se passaient alors dans l'Amérique Britannique du Nord, plus des indices nombreux de renseignements importants au sujet des affaires du pays qui forme aujourd'hui le Canada. Add: 6,804 to 6,872.

Ayant constaté par expérience que, dans de telles recherches, il faut tout examiner, j'ai vérifié toutes les nombreuses entrées avec le même résultat—sauf pour un volume—n'y ayant trouvé que des allusions à des événements mentionnés comme ayant eu lieu, et des renvois, pour les détails, à des gazettes reçues et non conservées. Toutefois, je ne crois point avoir perdu mon temps, car il est maintenant établi qu'il est presque inutile de consulter les papiers Mitchell pour y trouver des renseignements sérieux.

Dans le volume qui forme exception, comme je viens de le dire, se trouvent les propositions et contre-propositions des gouvernements français et anglais en 1755, relativement aux limites de l'Acadie, du Canada, des territoires situés sur l'Ohio et des îles en litige. Les documents sont courts et d'une grosse écriture; les diverses Add: 6,865.

Add: 6,865. réclamations sont inscrites dans des colonnes parallèles. Ils commencent au folio 97 et se terminent au folio 104.

Add: 27,856 to 27,858, " *L'Amérique*," par Francis Place (*Francis Place, America*).—Ces trois volumes contiennent une collection de fragments puisés à différentes sources, une correspondance, ou plutôt des réponses à des demandes de renseignements adressées à des personnes habitant les différentes parties du monde. Evidemment, M. Place se proposait d'écrire et de publier une histoire complète de l'Amérique du Nord, du Groënland, de l'Islande et d'autres contrées du nord, mais il semble s'être épuisé à recueillir des notes. Ce monsieur, autant que j'ai pu m'en assurer, écrivait des articles de revues et publiait des brochures, principalement sur des sujets d'un intérêt passager, et il est inscrit, dans le catalogue, sous la désignation de " Réformateur politique," pour le distinguer du Dr Francis Place.

Ces papiers contiennent une lettre de M. Robert Gourlay dont le nom était bien connu dans le Haut-Canada, il y a quelques années; je la reproduis ici. Cette lettre fut écrite à Londres:—

" 13, CLIFTON STREET, le 26 mai 1822.

" CHER MONSIEUR,—Je n'ai pu répondre qu'aujourd'hui à votre billet du 11 courant, ayant été absent pendant douze jours.

" Jusqu'à l'époque de la guerre américaine, le Haut-Canada fut colonisé presque entièrement par des émigrants des Etats-Unis. Lors de la déclaration de guerre, quelques colons retournèrent aux Etats; mais autrement, il n'y a jamais eu d'émigration du Canada vers ce pays.

" L'émigration des Etats-Unis dans le Bas-Canada n'a pas été considérable. Le sol y est bon, mais le climat trop froid et peu invitant.

" J'essaierai de me procurer une carte sur montures et j'irai vous la montrer à la première occasion.

" Bien à vous,

" ROBERT GOURLAY.

" M. F. PLACE."

La carte qui, dans la collection, précède immédiatement cette lettre, est, sans nul doute, celle dont il est fait mention ici. Elle a pour légende: " Carte du Haut-Canada, gravée pour le Rapport des Statistiques "; en marge, on y voit le plan des havres de Kingston et d'York et, au bas une " Esquisse du cours du grand canal commercial du Saint-Laurent et de ses embranchements." Pour le canal principal, trois tracés sont indiqués: Le tracé le plus au nord, du voisinage de Pointe-Fortune, vis-à-vis Carillon, je suppose, car aucun nom n'est indiqué; le tracé principal, partant d'un point situé sur le lac des Deux Montagnes; le tracé du sud, partant de l'Ile Perrot et se continuant en ligne directe sur la rive nord du Saint-Laurent jusqu'à un point du township de Matilda, où il rejoint les deux autres embranchements dans un commun chenal, le tracé du milieu ayant déjà formé jonction sur la ligne de Contour—comme l'indique la carte—de Roxbourg et Cornwall, le terminus commun, sous le nom de Johnstown, en aval de Prescott. En outre, la carte indique un système inextricable de canaux d'alimentation. La carte fut publiée par Longmans en 1821. J'ai vainement essayé de me procurer un exemplaire de l'ouvrage dont la carte forme partie, mais je n'ai pu en trouver trace ni chez MM. Longmans, ni chez d'autres éditeurs. J'étais sûr, néanmoins, que ce devait être le " Rapport Statistique du Haut-Canada," dont un exemplaire existe à la bibliothèque du

parlement, comme je m'en suis assuré à mon retour. L'ouvrage s'y trouve, en deux volumes, avec la carte que je viens de décrire. Add: 27,856 to 27,858.

Dans ces trois gros volumes, ce sont les deux seuls documents canadiens de quelque intérêt.

"*Le Canada,*" par Francis Place, (*Francis Place, Canada.*)— Papiers relatifs à la colonie du comte de Selkirk. (A.) Add: 27,859.

Ce titre est inexact. Ces papiers consistent simplement en deux lettres, l'une de John D. De Lacey, datée de Makisucki, le 9 décembre 1801, adressée à "Son Excellence William Augustus Bowles, directeur général de la nation Muscagee," et contenant les détails d'un projet de commerce avec la région indienne, et l'autre de Bowles, datée du même endroit, le 11, trois jours plus tard, mais sans adresse, recommandant le projet de De Lacey. Bowles était natif du Maryland; il avait appartenu à l'armée anglaise, d'où il fut renvoyé, se joignit à la nation des *Creeks*, où il prit femme; devint un de leurs chefs tant qu'ils demeurèrent les alliés des Anglais pendant la guerre de la Révolution. Après la prise de Pensacola par les Espagnols, en 1781, il remplit diverses charges, mais, subséquemment, s'étant adjoint de nouveau aux Indiens, ses attaques devinrent tellement désastreuses pour les Espagnols, qu'ils mirent sa tête à prix, et ses opérations, ainsi que le titre qu'il s'arrogea de gouverneur des indiens Muscogee, furent désavoués par le gouvernement anglais. Il fut pris deux fois par les Espagnols et c'est dans l'un de ses intervalles de liberté qu'il écrivit ces deux lettres (puisqu'il mourut à Moro, en 1804). Les propositions de De Lacey dénotent une connaissance parfaite du pays; elles contiennent des listes complètes des villes indiennes, avec le nombre des guerriers, etc.; des calculs des profits que donnera le commerce et nombre d'autres renseignements. Toutefois, je ne recommande point, pour le moment, de faire copier cette correspondance, car elle ne rentre pas strictement dans le cadre de la collection des archives.

Il en est autrement, je crois, des autres papiers que contient le volume. Ils ont tous trait à la concession de la Nouvelle-Ecosse et du Canada à sir William Alexander, comte de Stirling.

On me pardonnera de donner une courte esquisse historique de cette concession et des mesures prises par un prétendant, en vertu de ces dispositions, pour expliquer la recommandation que je fais relativement à ces papiers et à d'autres concernant la même affaire.

En 1621, le roi Jacques VI d'Ecosse et Jacques Ier d'Angleterre, transféra par charte, acte ou don, toute la Nouvelle-Ecosse, avec tous les pouvoirs d'un souverain presque absolu, à sir William Alexander, de Menstrie, plus tard comte de Stirling. Le roi mourut avant que le parlement d'Ecosse eût ratifié la charte, et, en 1625, Charles Ier renouvela le don, par une charte de *Novo damus*, et par une seconde charte, en 1628, étendit à tout le Canada les pouvoirs concédés par la première. Ces actes furent ratifiés par le parlement d'Ecosse en 1633. Dans l'intervalle, sir William avait essayé de coloniser cette région, mais sans succès, bien que le titre héréditaire de baronie de la Nouvelle-Ecosse fût offert à ceux qui entreprendraient de coloniser le pays à certaines conditions, chaque baronet devant être mis en possession de 16,000 arpents de terre pour constituer sa baronie. Charles céda ce pays à la France en 1632, conformément à des instructions adressées à son ambassadeur en 1631 et citées en parlant de la bibliothèque Harley, 1760. Sir William se trouvant appauvri, vendit ses droits à MM. de la Tour en 1640. Cromwell reprit la province que Charles II rendit à la France et qui fut définitivement prise par les Anglais.

Add : 27,859. En 1761, un Américain nommé Alexander réclama les titres, mais sans succès, et les manuscrits du *Museum* mentionnent d'autres réclamations.

En 1815, Alexander Humphrys commença à s'occuper d'établir ses droits aux titres, possessions et à tous privilèges concédés par les premières chartes, mais c'est en 1831 seulement que ses projets furent complètement mûris. Toutefois, dans l'intervalle, il prit le titre de comte de Stirling, vota à l'élection des pairs d'Ecosse et prit part à d'autres affaires publiques. En 1831, il institua ostensiblement des procédures légales pour se faire mettre en possession des territoires en question, et, en 1838, adressa un protêt au gouvernement et au parlement contre la nomination de lord Durham comme gouverneur du Canada. En 1839, il fut mis en accusation pour faux, les papiers par lui produits furent déclarés contrefaits, mais comme il existait des doutes sur la question de savoir s'il les avait lui-même contrefaits et produits, le verdict de " sans preuve " fut rendu, en vertu de la loi écossaise.

Les papiers relatifs aux réclamations Stirling se trouvent disséminés dans divers ouvrages, mais en fragments, et sont, la plupart, inaccessibles aux personnes qui veulent les consulter pour l'histoire du Canada. Nombre de manuscrits déposés au *British Museum* et ayant trait au même sujet, n'ont jamais été publiés ; il y en a d'autres qui donnent des éclaircissements sur la question, bien qu'ils ne s'y rapportent pas directement, mais concernent l'histoire générale du pays. Je recommanderais, avec votre approbation, que tous ces papiers fussent réunis dans une collection unique, en ayant soin de ne faire copier aucun duplicata ou abrégé de ces mêmes documents.

Tout à fait en dehors du dossier Stirling, bien qu'en formant partie importante, les documents historiques dont je viens de parler, devraient se trouver dans nos archives, et le moyen que je propose augmenterait, selon moi, leur valeur.

Les documents contenus dans ce volume sont les suivants :

Pétition du Très honorable comte de Stirling (le réclamant) à la Chambre des communes. Pas de date (1831.) (A.)

Son adresse aux autorités publiques, colons, habitants et tous autres que la chose peut concerner, dans la colonie anglo-écossaise de la Nouvelle-Ecosse, y compris le Nouveau-Brunswick, et dans la seigneurie et territoire du Canada, laquelle adresse expose les droits et les mesures qu'il a prises pour les faire valoir. Londres, le 28 octobre 1831. (A.)

Copie de la réclamation et du protêt du comte de Stirling, adressés aux ministres de Sa Majesté et se terminant par une protestation contre toute la concession, etc., que l'on pourrait faire à qui que ce soit, sans son assentiment. Datés du 22 octobre 1831. Le volume contient deux copies de chacun des deux documents ci-dessus. (A.)

Copies et traductions des chartes royales (confirmées en parlement) par lesquelles les territoires de la Nouvelle-Ecosse et du Canada, avec les îles et mers adjacentes et les dignités de lieutenant général héréditaire, grand amiral, juge général, etc., furent concédés au Très honorable sir William Alexander, chevalier (subséquemment comte de Stirling, etc.,) conseiller privé et secrétaire d'Etat pour l'Ecosse. (A.)

Les chartes sont précédées de quelques observations, en forme de préface, par M. T. C. Banks, qui se donnait le titre de *Sir*, se prévalant du titre de baronnet de la Nouvelle-Ecosse à lui accordé par le réclamant. La préface est datée du 5 septembre 1831. (A.)

Les chartes, rédigées en latin, sont les suivantes :— Add: 27,859.

Charte, en faveur de sir William Alexander, chevalier, de la seigneurie et baronnie de la Nouvelle-Ecosse, en Amérique. Datée de Windsor, le 10 décembre 1621. (Jacques VI-I.)

Charte de *Novo damus*, en faveur de sir William Alexander, de Menstrie, chevalier, des terres, seigneurie et baronnie de la Nouvelle-Ecosse, en Amérique. Datée d'Otlands, le 12 juillet 1625. (Charles I.)

Ces chartes sont traduites en anglais, et une note explique que la différence de style, dans les traductions, provient de ce que l'une (celle de James) a été traduite par un monsieur de Londres, et l'autre, ainsi que la charte du Canada, en 1628, par un avocat écossais.

La dernière charte est intitulée· "Charte en faveur de sir William Alexander, de Menstrie, chevalier, de la seigneurie du Canada, etc." Elle est datée de Whythall (Whitehall), le 2 février 1628-29, et est accompagnée d'une traduction anglaise qui, dans ce cas, précède le texte latin.

Je suis parvenu à me procurer copies des rapports du procès de Humphrys, ou Alexander, pour faux (l'un par Swinton et l'autre par Turnbull), avec le factum du réclamant lui-même. Ils contiennent tous les documents que l'on trouve dans la collection Place, excepté la pétition à la Chambre des communes, mentionnée en tête de la liste.

Voici ce que je me propose d'ajouter à ces documents: Add: 14,034.

J'ai déjà fait rapport complet sur ce volume (14,034), mais une partie des documents qui s'y trouvent, ont été recueillis—j'en ai la conviction, après les avoir lus—pour répondre aux réclamations des familles Temple et Crown, qui faisaient valoir des prétentions basées sur les titres provenant de sir William Alexander, le premier concessionnaire. Ils comprennent tous les papiers de 24 à 91*b*, consistant en arrêts, instructions, concessions et ordonnances au sujet des territoires de la Nouvelle-Ecosse, du Canada, etc., la concession de Cromwell à de la Tour, Thomas Temple et William Crown, datée du 9 août 1656, dans laquelle les limites et frontières sont minutieusement indiquées. Dans un autre document (le titre de la couronne anglaise à la Nouvelle-Ecosse), on trouve un récit du transfert fait par sir William Alexander à de la Tour en 1630, plus d'autres documents qu'il est inutile de mentionner plus en détail. Les concessions faites par Frontenac, en 1676, et par Duchesneau, l'intendant, à la même date, sont des preuves importantes des réclamations alors faites et reconnues.

Je crois que l'on pourrait convenablement ajouter à cette collection projetée la réclamation de Richard Gridley au sujet des îles de la Madeleine (folio 211), et le mémoire de lord Albemarle, de l'amiral Keppel et autres, relativement à l'île Saint-Jean, ancien nom de l'Ile du Prince-Edouard.

Proposition de Samuel Waldo, de Boston, Nouvelle-Angleterre, à l'effet de coloniser la Nouvelle Ecosse. (A.)—L'auteur de cette proposition était probablement le Samuel Waldo, né à Boston en 1696, qui était présent au siège de Louisbourg et mourut en 1759, et passait pour un homme accompli, actif et entreprenant et un officier distingué. Add: 19,049

Dans sa proposition, Waldo établit son droit aux terres, depuis la première concession faite à sir William Alexander, en 1621, en suivant les différents changements de propriétaires, par vente et autrement, jusqu'en 1730, époque à laquelle elles furent acquises par lui de Nelson, héritier de sir Thomas Temple. Ce document est sans date (folio 1) et couvre quatre grande pages d'une grosse écriture.

Egerton, 2,395.

Il existe, dans cette collection, une copie de la concession faite par sir William Alexander à de la Tour, en 1630, laquelle est mentionnée sous le numéro 14,034; la copie se trouve au folio 311-313, et la copie de celle de de la Tour à Thomas Temple et William Crown, en 1650, aux folios 313*b*-319; il y a enfin des réclamations des Français au sujet de la restitution d'Annapolis, réclamations faites par l'intermédiaire de leur ambassadeur (folios 319-323*b*), et des remontrances contre pareille mesure par les sujets britanniques de cette ville. (Folios 324 à 328*b*.)

Au folio 426, on trouve un rapport très court, mais très frappant, sur l'état de la société, en 1665, sur la rivière Kénébec, sur les terres comprises dans la charte concédant à sir Thomas Temple le territoire de la Nouvelle-Ecosse. D'après ce rapport, c'était, paraît-il, une sorte d'*Alsatia* dans laquelle, entre autres coutumes, la polyandrie était florissante.

Les prétentions de l'honorable George Kirke furent discutées à plusieurs réunions du Conseil du Roi, en 1661, et les mesures prises et les résolutions adoptées à ces réunions, couvrent quatre pages de grosse écriture. (Folio 340, 341*b*.)

En 1667, des instructions (formant trois petites pages) furent donnés de fixer les limites de l'Acadie, en vue de la restituer aux Français (folios 451 à 454), la date est indiquée par une minute d'une réunion du Conseil privé, inscrite sur une bande de papier où se trouvent les noms des conseillers qui étaient présents.

Dans cette collection, il y a aussi des papiers relatifs à Terreneuve. Ils forment partie des preuves établissant la manière imprudente dont on faisait des concessions des territoires immenses et inconnus pour la gloire de Dieu et les progrès du commerce—principalement pour cette dernière raison.

Madame Kirke fit valoir les droits de son défunt mari. Mais le document ne porte pas de date.

En 1660, M. Kirke fit aussi valoir une réclamation sur Terreneuve, Mais sa réclamation fut contestée (folios 258 à 266), et, en 1661, lord Baltimore fit valoir ses droits à la propriété de l'île, exposant sa cause relativement à Avalon, donnant un historique détaillé de la concession à lui faite, et racontant ses querelles avec le duc de Hamilton et autres, pour le droit de propriété. (Folios 308 à 310.)

Sloane, 170.

Par une charte en date de la 1ère année du règne de Jacques I en Angleterre et de sa 56ème en Ecosse, sous le nom de Jacques VI (c'est-à-dire en 1624), l'Avalon fut concédé à sir George Calvert; on pourrait insérer cette charte ici.

Egerton, 2,395.

En 1666, la population de Terreneuve fit des représentations sur sa position et les adressa à l'honorable George Kirke, commissaire des lords propriétaires de Terreneuve, lui demandant d'accepter la charge de gouverneur. Ces représentations ne couvrent qu'une seule page. (Folio 447.)

Enfin, dans cette collection de documents relatifs à Terreneuve, se trouve un historique de sa colonisation, portant la date de 1676 et couvrant sept pages. (Folio 560.)

Les autres documents contenus dans ce volume sont les suivants:

Au folio 199, une remontrance amère contre les empiétements du Massachussetts sur les droits des propriétaires de terres situées en dehors des limites de cette colonie. Ces documents ne nous concernent pas, mais, comme confirmant la preuve de l'impatience avec laquelle on supportait le contrôle de la Couronne, impatience dont j'ai déjà parlé, on ne peut s'empêcher de remarquer le nombre de plaintes disséminées dans les documents purement américains contre

ce que l'on qualifie d'empiétements et de procédés tyranniques du Massachussetts à l'égard de ses voisins plus faibles. (A.) Egerton, 2,395.

Une proposition, adressée au roi, mais sans date, par Louis le Page de l'Omesnil, de prendre possession de toute l'Amérique du Nord, donne d'intéressants détails sur ses découvertes depuis les sources du Saint-Laurent, en Canada, jusqu'au Michichipsi (Missisipi,) et des moyens par lesquels il assurerait la possession de tout le pays. Je puis mentionner que l'un de ces moyens était de s'emparer de l'île aux Coudres, de la fortifier et d'y mettre une garnison, en sorte qu'aucuns secours ne pourraient venir de France par la voie du Saint-Laurent. Je crois que l'on peut, avec certitude, fixer 1667 comme date de ce document, parce qu'au nombre des documents relatifs aux colonies qui se trouvent au bureau des archives, il y en a un de Louis le Page, sieur de l'Omesnil, adressé au roi et le priant de faire examiner par le Conseil le mémoire et les cartes qu'il avait préparés. Nul doute que c'est le mémoire en question. Les cartes y sont mentionnées, mais n'existent pas dans cette collection. La lettre au roi (Charles II) désigne assez clairement ce mémoire pour qu'il n'existe pas de doute sur son identité (folios 672 à 676). La lettre qui existe au bureau des archives et signale le mémoire, se trouve dans le volume XXI des documents relatifs aux colonies, pages 172, 173 ; la seconde pièce ou document, est une traduction anglaise de l'original. (A. F.)

Les documents relatifs à Terreneuve, à part ceux déjà mentionnés, ne sont pas très nombreux.

Etat de la colonie de Terreneuve, 1744.—Le rapports du commerce des pêcheries remontent jusqu'à 1615 ; ils forment un sommaire abrégé indiquant, pour 1677, le nombre de navires, marins, tonneaux, canons, bateaux, les espèces et la quantité de poisson. Les tableaux sont réunis, afin que l'on puisse établir des comparaisons. (A.) Add: 13,972.

Le recensement de 1677 donne des détails complets sur le chiffre de la population de chaque havre et établissement.

Il y a une carte du Golfe et des Iles de Terreneuve, etc., qui n'indique que la côte maritime, et que l'on pourrait copier et colorier à très peu de frais. Toute la collection ne forme que 54 grandes pages d'écriture grosse presque partout.

Copies de documents statistiques et politiques de 1667 à 1727. (A.) Egerton, 921.

Parmi les documents, on trouve un rapport sur le commerce de Terreneuve de 1705 à 1706 (y comprises, comme termes de comparaison, les années de 1698 à 1704), indiquant les lieux de pêche, le nombre de navires faisant ce commerce et donnant d'autres informations commerciales. Outre les tableaux, il y a des observations sur les relations qui existaient entre les Français et les Anglais et un exposé des embarras que les Français créaient au commerce. On y trouve aussi une liste des principaux ports de Terreneuve, avec les distances de l'un à l'autre. Le rapport couvre onze grandes pages. (De folio 3 au bas de folio 8.)

Je puis mentionner ce volume, parce qu'il se trouve ici dans l'ordre numérique,—seulement pour faire observer qu'il ne contient rien d'intéressant pour aucune partie de l'Amérique Britannique du Nord. Egerton, 922.

Lettres et papiers de John Carey. (A.)—John Carey était marchand à Bristol. Sa collection comprend des mémoires sur les questions [illegible] : sur la manière de guérir les [illegible] cheval dont les yeux sont malades, et nombre de chansons bachiques et de table, originales et choisies. Les papiers de ce volume de sa collection ayant trait à Terreneuve, se composent de lettres et autres documents relatifs à un Add: 5,540.

Add: 5,540. différend entre les marchands de Bristol ayant des comptoirs à Bristol, et les autorités de la douane, au sujet de l'interprétation d'un Acte du Parlement imposant des droits différentiels sur l'huile importée par des navires anglais en vertu de certains règlements de pêche, etc. Ces papiers indiquent quel était le système douanier à cette époque, mais, selon moi, ne valent pas la peine qu'on les copie. Ils commencent au folio 23.

Add: 15,492. *Papiers relatifs à Terreneuve et à l'expédition entreprise pour protéger les pêcheries contre les Français*, 1696-7. (A.)

Ces papiers comprennent :

Rapports des Lords du commerce sur l'expédition projetée pour prendre Terreneuve aux Français (2 numéros.)

Proposition lue au Conseil du Roi, à Kingston.

Lettres du Bureau de transport, relativement à l'expédition des navires, avec observations relatives à leur approvisionnement.

Lettre de l'Amirauté, avec la liste des navires et l'état des préparatifs.

Lettres du Bureau de transport, avec liste des navires nolisés, etc., (deux lettres), et une autre sur le même sujet, de six jours plus récents.

Lettre de l'Amirauté, concernant les navires et les conditions dans lesquelles ils se trouvent pour le transport des hommes.

Tous ces documents ne forment que 22 pages.

Add: 15,493. *Quelques faits recueillis et observations faites sur les pêcheries et le gouvernement de Terreneuve*, avec un exposé des nombreux avantages qu'obtiendrait le royaume en colonisant cette île, par le Dr Gardner, autrefois de Boston, Nouvelle-Angleterre.

Ce document n'a pas de date, mais il devient évident après lecture qu'il doit avoir été écrit en 1784. L'auteur est probablement le Dr Sylvester Gardiner, réfugié loyaliste qui, lors de l'évacuation de Boston, abandonna son immense fortune et toutes ses propriétés foncières qui furent confisquées et n'emporta qu'un peu moins de deux mille piastres. En 1785, il revint à Newport, Rhode Island, où il mourut l'année suivante. Avant la guerre de la révolution, non-seulement il était très riche, mais consacrait généreusement sa fortune à des entreprises industrielles et de bienveillance.

Le document forme 57 petites pages d'une très grosse écriture.

Add: 22,564. *Whitburn's Discourse of Canada.* (Récits du Canada.) (A.)—C'est un petit volume de peu de valeur à première vue, mais qui mérite une mention à cause de ce qu'il contient relativement à l'histoire de la colonisation.

Le nom de Whitburn (ou Whitbourne comme il est épelé dans ses ouvrages imprimés et les papiers qui le mentionnent) a échappé à l'attention des biographes, car on ne le trouve dans aucune des collections auxquelles j'ai pu avoir accès. Bien que ses propositions eussent été soumises aux lords du Conseil et qu'ils eussent fait un rapport favorable à leur sujet, le dernier jour de juin 1621, un autre rapport adopté par le Roi en Conseil et un ordre adopté le 12 avril 1622, et prescrivant d'écrire aux archevêques de Cantorbéry et d'York, leur recommandant de faire faire des quêtes dans toutes les paroisses de leurs provinces respectives au profit de Withburn et pour répandre ses propositions de coloniser Terreneuve, ces mesures officielles ne sont mentionnées ni dans la série des papiers d'État relatifs aux affaires coloniales ou de l'intérieur, à cette date. Whitburn était armateur, et posséda pendant plusieurs années des navires faisant le commerce de Terreneuve ; en raison de son expérience et de son habileté, l'amirauté l'envoya à Terreneuve pour maintenir l'ordre et réprimer certains abus parmi les pêcheurs et autres habitants de cette colonie.

Anspach, dans son *Histoire de Terreneuve*, publiée en 1819, dit quelques mots de Whitburne, et sir Richard Bonnycastle, dans son ouvrage intitulé : *Terreneuve en* 1822, lui emprunte de nombreux renseignements et dit que l'importance de son *Discourse* est manifeste et prime celle de tous les livres de Terreneuve. Add: 22,564.

Le manuscrit, de l'écriture particulière à cette période, est imparfait, mais ne forme évidemment que la préface et l'esquisse générale des matières développées dans la première édition du *Discourse and Discovery of Newfoundland*, publié en 1620. Chose assez singulière, les bibliographes ont perdu de vue cette édition qui, autant que j'ai pu m'en assurer, est mentionnée seulement dans deux ouvrages comme étant des guides à l'usage du commerce, savoir : *Lowndes' Bibliographer's Guide*, par Bohn, dans lequel il est dit que le *Discourse* s'est vendu £3 8s. 0d., cet ouvrage étant du format qui se vendait alors pour un chelin environ, et dans *Le trésor des livres rares et précieux*, par Graesse, où l'on dit qu'un exemplaire s'est vendu £4 4s. Il y en a trois éditions, l'une de 1620, et des reproductions en 1622 et 1623, avec addition, dans chacune, des lettres les plus récentes du capitaine Gwynne, le gouverneur, et d'autres personnes, avec les noms des colons, etc. Il s'y trouve, en outre, la " Loving invitation " (*L'invitation aimable*), publiée en 1622, qui, outre qu'elle a été publiée séparément, est reliée avec les éditions les plus récentes ; puis une brochure publiée à Dublin en 1623, dédiée à lord Falkland par T. C., compilateur du texte, et, enfin, les conditions proposées par lord Falkland aux personnes qui voudraient s'établir dans les Plantations. Ainsi se complète la bibliographie de cet ouvrage.

Un document sur les pêcheries de Terreneuve, au folio 41, parmi les papiers de la famille Hill, n'a pas d'importance. Add: 5,489.

Documents relatifs à l'Amérique, de 1698 *à* 1705. (A.) A 9.747.

Les documents contenus dans ce volume et relatifs à Terreneuve, sont de deux catégories, militaires et ecclésiastiques.

Les documents militaires sont les suivants :—

Commission du capitaine Graydon, le nommant commandant en chef des convois et commandant de la garnison durant sa présence Terreneuve, datée du 16 mars 1700-1. (Folio 23.)

Commission de John Powell (27 février 1700-1) le nommant capitaine, et une autre (du 1er mars) lui donnant instruction de prendre le commandement des convois pendant l'absence du commandant en chef. (Folios 30*b* et 31.)

Commission de deux lieutenants. (Folio 31).

Ces commissions spécifient simplement " Dans notre compagnie d'infanterie de Terreneuve," sans numéro ou autre indication.

Allocation à John Thurston, comme agent des comptes militaires à Terreneuve, accordée par la Reine en conseil, 1702. (Folio 40.)

Les autres documents se rapportent à l'Eglise ; le dernier est mixte ; c'est un calcul de ce que l'on pourrait prélever pour le clergé, en taxant la garnison.

Pétition des Planteurs de Terreneuve pour le clergé, 30 août 1699. (Folio 27.)

Commission datée du 27 mars 1701, nommant chapelain John Jackson, commis. (Folio 30.)

Déduction proposée sur la solde d'une compagnie de soldats pour l'entretien d'un ministre de la religion qui devait agir aussi comme chapelain. (Folios 32 à 37.)

Ce formidable nombre de folios représente environ dix-huit lignes ; ce ne sont que des calculs d'après divers points de départ.

Un petit volume contenant un vocabulaire de la langue des Add: 19,350.

Add: 19,350. Indiens de Terreneuve, et un récit d'une femme indienne, Mary Marsh (Waunathoake), qui l'a fourni elle-même, formerait une addition intéressante aux papiers concernant Terreneuve, si l'on se décidait à faire copier l'un et l'autre.

Les volumes de documents déposés au *Museum* et se rapportant exclusivement à la Nouvelle-Ecosse, ne sont pas nombreux. J'ai déjà parlé de ceux qui se trouvent mêlés à d'autres collections et de ceux qui ont trait aux réclamations Stirling.

Avant de donner les détails de la collection Brown, la plus complète sur le sujet, je puis mentionner les autres documents.

King's 208, 209. *Description générale de la Nouvelle-Ecosse.*—Le titre donné par l'auteur lui-même (le colonel Morse, I. R.) est textuellement comme suit:

"*A general description of the Province of Nova Scotia, and a report* "*of the present state of the defences, with observations leading to the* "*further growth and security of the colony, done by Lieutenant-Colonel* "*Morse, Royal Engineers, in America, upon a tour of the Province in* "*the autumn of the year* 1783, *and the summer of* 1784, *under the orders* "*and instructions of Sir Guy Carleton, General and Commander-in-Chief* "*of His Majesty's Forces in North America, given at Headquarters at* "*New-York, the 28th day of July,* 1783."

Pour expliquer la nature du rapport, je ne puis mieux faire que d'emprunter les expressions du colonel Morse lui-même. Voici comme il s'exprime: "La position géographique étant connue, ainsi que les révolutions politiques qui ont tellement augmenté l'importance de la province, je me bornerai à faire une description topographique des côtes, havres, rivières, et à indiquer la nature du pays, du sol et de ses produits, son étendue et ce qu'il contient, sa population et ses moyens actuels de défense."

Je n'ai pas besoin d'expliquer que par "Nouvelle-Ecosse," il faut entendre aussi le Nouveau-Brunswick, les deux provinces n'en ayant formé qu'une jusqu'en 1784.

Le rapport traite de la question des frontières et donne les renseignements qui suivent: Tracé convenable d'un canal entre la baie Verte et la baie de Fundy; statistiques générales de la population, des soldats licenciés et des loyalistes, donnant en détail le nombre des hommes, femmes et enfants dans ces deux catégories de colons, et indiquant les différentes parties de la province où ils s'établissaient; description de tous les ouvrages de défense existant alors, plans pour les étendre et ouvrir des communications dans tout le pays; tableaux des armes, munitions, casernes, etc. Le rapport forme 78 pages d'environ 225 mots chacune, outre les tableaux qui sont au nombre de quatre.

Le second volume contient des plans—précédés d'une grande carte gravée—des côtes de la Nouvelle-Ecosse, la Nouvelle-Angleterre, New-York, New-Jersey, le golfe et le fleuve Saint-Laurent, des îles de Terreneuve, du Cap-Breton, de Saint-Jean, Anticosti, Ile au Sable, etc., et des sondages à leurs approches, le tout publié pour l'usage de la marine de la Grande-Bretagne, avec l'autorisation des Très honorables les lords commissaires de l'Amirauté, par M. Joseph F. W. Desbarres, MDCCLXXVIII.

Les plans sont ceux qui suivent:—

1. Carte du havre de Roseway; la ville de Shelbourne y est indiquée.

2. Plan de la péninsule sur laquelle la ville de Halifax est située; il indique le havre, le chantier maritime et les diverses fortifications construites pour leur défense; échelle de 800 pieds au pouce.

3. Plan des fortifications sur la montagne de la citadelle ; 100 pieds au pouce. King's, 208, 209.

4. Plan du fort Needham ; 50 pieds au pouce.

5. Plan du fort Massey ; 50 pieds au pouce.

6. Plan de l'île George ; 100 pieds au pouce.

7. Plan de la batterie de l'Est ; 50 pieds au pouce.

8. Plan du chantier maritime de Halifax ; 60 pieds au pouce.

9. Plan de la rivière Annapolis, dressé en 1733 et corrigé en 1753 ; 1 mille au pouce.

10. Plan du fort Annapolis, en juin 1763, avec le dessin des altérations et réparations projetées, indiquant aussi jusqu'à quel point les fondations marquées sur le plan sont construites ; 100 pieds au pouce.

11. Plan du fort de Cumberland ; 60 pieds au pouce.

12. Plan du fort Windsor ; 40 pieds au pouce.

13. Plan du havre de Saint-Jean ; 1,650 pieds au pouce.

Pour compléter les renseignements concernant ces deux volumes, je me suis assuré que l'on pourrait faire copier et colorier les plans, comme dans l'original, moyennant £16, et sans couleur, pour £12. La carte gravée coûterait, en outre, de £5 à £6. J'ai demandé chez MM Wild éditeurs de cartes, Charing Cross, lesquels ont une vaste collection de cartes de l'Amérique du Nord, s'il serait possible de se procurer un exemplaire de cette carte gravée. Ces messieurs devaient faire des recherches dans leurs dépôts, mais, jusqu'à présent, je n'ai pas reçu leur réponse.

Ordres, etc., relatifs à Annapolis Royal, (*A*) 1711.—Réparations des fortifications, arrestations de déserteurs, levée de recrues. (Folios 1, 2.) Sloane, 3,607.

Traitements des chapelains et des chirurgiens. (Folio 26.)

Projet du gouverneur Vetch pour lever une garnison, afin de résister aux attaques des Indiens. (Folio 3.)

Récit d'une attaque par les Indiens. (Folio 3)

Conseil de guerre :

Demande de renforts à la Nouvelle-Angleterre. (Folio 4.)

Exposé de ce qui a été fait et de ce que l'on doit faire pour la sécurité d'Annapolis Royal. (Folio 4*b*.)

Lettres du gouverneur Vetch, en route pour la Nouvelle-Angleterre, dans le but de prendre le commandement des troupes destinées à combattre le Canada, et au général Hill, au sujet de la garnison. (Folio 5*b*.)

Lettres concernant les difficultés au sujet des pilotes pour la navigation du Saint-Laurent ; Vetch espère prendre aisément Québec. (Folio 6)

Instructions à sir Charles Holby, député-gouverneur d'Annapolis Royal. (Folio 7.)

Lettre du général Hill demandant des armes, etc , pour la nouvelle levée de troupes destinées à l'expédition de Québec.

Lettres de Boston faisant des recommandations au sujet de la garnison.

Lettres du lieutenant-gouverneur Cawfield, Annapolis Royal, relativement à l'entretien de la garnison. (Folio 7*b*.)

Journal d'une tentative infructueuse sur Québec, en juillet 1711, avec lettres sur le même sujet, adressées à lord Dartmouth et autres. (Folio 8*b*.)

1712. Correspondance concernant, en général, Annapolis ; sa détresse, faute de provisions ; plaintes relatives au manque d'attention dont fait preuve lord Dartmouth ; appels pressants au gouver-

Sloane, 3,607. neur en conseil, et mémoires des troupes demandant des provisions pour la garnison. (Folios 12 à 36.)

1713. Représentations au gouvernement français au sujet des prisonniers qu'il retient. (Folio 37.)

Ces documents forment à peu près quatre-vingts pages.

Le journal de sir Hovenden Walker—avec les documents qui l'accompagnent—donnant "un rapport complet de la récente expédition en Canada," et publié en 1720, se trouve à la bibliothèque du parlement. Les documents de cette collection et ceux des volumes imprimés sont tout-à-fait différents; sir Hovenden Walker ne mentionne aucunement les lettres ou le journal du colonel Vetch.

Add: 19,069 to 19,076. La *Collection Brown* forme huit gros volumes dont deux sont composés de notes, pour servir vraisemblablement à une histoire projetée de la Nouvelle-Ecosse; elles sont d'une écriture très fine et pleine de ratures, corrections, ajoutés et renvois. Ce livre n'a jamais été écrit, semble-t-il, et bien moins encore publié. Toutes les productions imprimées du Dr Andrew Brown, dont j'ai pu trouver traces, consistent en deux sermons prêchés à Halifax, l'un le jour de la Saint-André, devant la *North British Society*, imprimés par John Howe, Halifax, en 1791, et une brochure intitulée: *Family History*. Inutile de rien ajouter concernant les deux volumes de notes. On peut diviser les six autres volumes en deux catégories:—1. Copies (dans certains cas, originaux) de correspondances et de documents officiels; 2. Mémoires ou notes, fournis au Dr Brown par les hommes marquants de la province, pour l'aider dans la rédaction de son histoire projetée. La valeur de ces derniers documents dépend presque entièrement des occasions que leurs auteurs avaient eues de se familiariser avec les évènements, et les sujets dont ils parlent, de leur habileté à les décrire et de leur justice et impartialité en traitant des questions qui affectaient leurs intérêts, leurs préjugés ou leurs préventions qui ont pu influencer plus ou moins leurs jugements.

Avant d'indiquer le contenu de ces volumes, je mentionnerai le fait que le gouvernement de la Nouvelle-Ecosse possède une collection très précieuse de documents relatifs à la période dont s'est occupé le Dr Brown en faisant sa collection. En 1869, ce gouvernement a fait publier un choix des documents qu'il possède; dans cette publication, sont mentionnés les sujets et dates qui suivent:—

Acadiens-français	1714–1755
Acadiens-français (déportation)	1755–1768
Empiétement des Français	1749–1754
Guerres de l'Amérique du Nord	1754–1761
Etablissement de Halifax	1749–1756
Assemblée des représentants	1755–1761

On ne saurait trop féliciter M. T. B. Akins du soin judicieux qu'il a mis à choisir les documents qui entrent dans cette publication; mais ce ne sont nécessairement que des fragments, et la valeur de l'ouvrage se trouve diminuée pour les personnes qui font des recherches historiques, du fait que les documents français ne sont pas originaux, mais traduits. Cette traduction était, sans doute, nécessaire à cause de l'objet que la législature avait en vue, mais elle augmentait de beaucoup le travail de l'éditeur, tout en facilitant, néanmoins, celui de la généralité des lecteurs. Cependant, il est à peine nécessaire d'observer que l'écrivain qui veut étudier des archives ne se contente jamais du témoignage des traductions, à moins que l'original ne soit pas accessible.

Je ferai encore observer que, d'après les citations données dans le premier volume, que j'ai soigneusement comparé avec le manuscrit de la collection, il semble incontestable que les dépêches sur le même sujet étaient adressées simultanément aux Commissaires du Commerce et des Plantations et au Secrétaire au département de la guerre; que les sujets concernant les uns et l'autre, étaient exposés dans des doubles des dépêches, avec de légers changements de mots, tandis qu'une seule dépêche était adressée quand le sujet concernait exclusivement le département ou les commissaires. Il semble également hors de doute que M. Akins a copié l'une des dépêches, et que l'autre est restée dans la collection actuelle. Les chiffres qui précèdent les sous-titres, dans la liste ci-dessous, sont ceux du volume et ne se trouvent pas dans l'ordre consécutif. Dans certains cas, j'ai cité le titre qui se trouve sous ces chiffres, mais cela ne m'a point empêché d'examiner le contenu de chaque document. Add: 19,069 à 19,076.

Papiers relatifs à la Nouvelle-Ecosse, 1710-17-27.— *Mascarene*—1. Articles de la reddition de Port-Royal (*Annapolis*), passés entre David Auger de Subercasse et le général Nicholson—en anglais et en français—1710. (4 pages.) Add: 19,069.

5. Ordres, consignes, etc., par le major Paul Mascarene, pendant qu'il commandait à Canso.

Ces documents indiquent les vices de l'armée et des habitants, et en les étudiant, on se fait une idée complète de ce qu'était Canso à cette époque—1735-36. (32 pages.)

9. Lettres, ordres, etc., du major Mascarene, gouverneur de la Nouvelle-Ecosse.

Récit d'une évasion de prisonniers, détails sur la vie au fort; navires faisant le service entre Annapolis et Louisbourg, 1745-46-48. (52 pages.)

34. Mémoire de la population de Halifax au gouvernement impérial, lui demandant de faire droit à ses plaintes et de lui donner un gouvernement, mission de son agent à Paris (*voir* 19,071). Pétition du comté de King, 1757. (8 pages.)

19. Exposé de la position relative des Français et des Anglais à la Nouvelle-Ecosse, transmis par l'arpenteur Morris au général Shirley, lors de son départ pour l'Angleterre, 1750-51. (5 pages.)

60. Lettres de De la Rochette (en français), datées du 18 mars (pas d'année), adressées à Anthony Kasthing, Langland Coffee House, St. Martin's Lane, signalant les ordres donnés de faire des listes et de les faire signer par tous les Acadiens désirant retourner en France. (1 page.)

2. Mémoire du capitaine Paul Mascarene: récit de faits arrivés à Annapolis Royal; instructions du colonel Vetch à Mascarene, 1713-14. (60 pages.) Add: 19,070.

3. Copie-lettres du major Mascarene à Annapolis, contenant toutes les lettres et dépêches au Bureau de l'Ordonnance. Ces lettres, dit l'auteur des sous-titres, forment une histoire des fortifications du fort, réparations, etc., des guerres avec les indiens et autres affaires de la province, de 1719 à 1725. (68 pages.)

11. Extraits des minutes du conseil de la Nouvelle-Ecosse et renseignements concernant les Acadiens, de janvier 1745-46 à 1746-47.

12. Extraits des minutes du conseil de la Nouvelle-Ecosse, du 30 juin au mois de septembre 1746.

Première nouvelle de la destination de la flotte de Brest; préparatifs pour la recevoir; dispositions pour recevoir des nouvelles de la baie de Fundy. (20 pages.)

Add: 19,070. 13. Mesures prises relativement à la flotte française ; lettres du gouverneur Shirley ; vive joie que cause sa retraite ; secours de la Nouvelle-Angleterre et expédition projetée ; mesures prises contre les Acadiens fugitifs et délinquants ; apparition des députés acadiens du district de Minas, 1746–47. (17 pages.)

Add: 19,071. 4. Journaux de Paul Mascarene, tenus régulièrement de jour en jour, de 1720 à 1725, contenant toutes les lettres par lui adressées à l'honorable Richard Philips, gouverneur de la Nouvelle-Ecosse, avec les réponses, concernant l'état des fortifications d'Annapolis Royal, Placentia et Canso. Le gouverneur et les officiers du génie semblent avoir eu de grandes difficultés à trouver les moyens de mettre les fortifications en bon état, comme si le Bureau de l'artillerie n'eût pas été bien sûr de l'utilité de défendre le territoire, parcequ'il croyait très possible qu'il serait un jour rendu aux Français. Il y a aussi une correspondance acrimonieuse avec le lieutenant John Washington, 1720 à 1725. (67 pages.)

6. Copie—lettres et journal particuliers du major Paul Mascarene, alors gouverneur de la province de la Nouvelle-Ecosse. Ce sont des lettres généralement privées, mais qui touchent fréquemment aux affaires publiques ; 1742 à 1753. (56 pages.)

7. Minutes et autres procès-verbaux du conseil de la Nouvelle-Ecosse, avec rapport, *in extenso*, d'une conférence entre Mascarene, en sa qualité de général en chef, et quatre délégués des indiens de la rivière Saint-Jean ; mémoire du capitaine Home relativement à Canso, et procès-verbaux du conseil au même sujet ; lettres concernant le massacre de l'équipage d'un navire par les indiens, etc., 1744. (20 pages.)

Minutes du conseil d'Annapolis Royal, au sujet d'une bagatelle absurde, la distribution des effets d'un artilleur défunt, 1744.

10. Documents concernant les Acadiens.

Recommandation du gouverneur Shirley sur la manière de se procurer des secours pour déloger De Ramsay, 9 septembre 1746.

Dépêche de Townshend et Knowles au gouverneur Shirley, 11 septembre 1746 ; premières nouvelles de la flotte française. Lettre du gouverneur Shirley au gouverneur Wentworth, 25 octobre 1746. Do., do., 4 novembre 1746. Lettres d'Otho Hamilton et de Mascarene au gouverneur Cornwallis, 1749. Do., do., 1749 à 1751. Réparations à Annapolis, le gouverneur Philips à Mascarene, 1720-21.

(Tous les documents ci-dessus couvrent 26 pages.)

15. Le président Mascarene au capitaine Askew, à Howe, à Morris, etc. La première lettre à Askew mentionne le triste sort des Acadiens pendant la guerre ; ils avaient brûlé leurs bateaux et bâtiments pour les empêcher de tomber entre les mains de l'ennemi ; ordres subséquents à Charles Morris au même sujet, et instructions à lui adressées d'achever les plans et dessins du bassin de Minas et de la baie de Fundy, etc.

Lettres à René Leblanc, député de Grand Pré, 1748-49. (26 pages.)

Les affaires d'Etat n'empêchaient point le gouverneur Mascarene de se livrer à la littérature ; il avait commencé à écrire une pièce de théâtre dont il existe un fragment, et une critique de la revue du "Cato" d'Addison, par Denis ; ces deux écrits sont, tout au plus, bons à rester dans la collection.

20. Notes générales concernant les Acadiens de la Nouvelle-Ecosse.

Lettres de Mascarene et du lieutenant John Washington, Annapolis Royal, 15 août 1726.

Enumération des familles acadiennes résidant à la Nouvelle-Ecosse, d'après les renseignements fournis par le bureau du secrétaire, en 1771, (avec les noms des divers établissements et le chiffre de leur population). Le mémoire est daté de 1793, le relevé de la population, en 1771, est daté de 1790. Ce sont simplement des mémoires, et de même que les notes du juge Morris concernant le nombre, les professions ou métiers, etc., des habitants français, n'ont aucun caractère officiel. Add: 19,071.

21. Redevances payées par les Acadiens, dans les différents districts, en 1743, 1752, 1753. (1 page.)

25. Mémoire du comte de Raymond, concernant ses services. (4 pages.)

26. Redevances payées par les Acadiens en 1754-55. (Environ 4 pages.)

30. Lettres contenant les ordres donnés au lieutenant Pernette de remettre aux officiers commandants les instructions relatives à la déportation des Acadiens; datée du bureau du secrétaire, le 28 août 1755. (Cette lettre est courte.)

35. Pétition de Ferdinand John Paris, nommé par un comité de propriétaires fonciers de Halifax pour représenter les griefs de la province (*voir* document 34, dans le volume 19,069), datée du 4 février 1758, aussi les lettres adressées à Paris (sans signature), datées du 15 mars et du 2 avril 1757, au même sujet. (22 grandes et 10 petites pages.)

37. Traité de paix et d'amitié, conclu à Halifax, par sir Charles Lawrence, gouverneur, etc., pour la Nouvelle-Ecosse, avec Paul Laurent, chef des indiens de la Have, 1760. (15 pages.)

39. Description des différentes villes de cette province, des terrains compris dans les dites villes et de ceux qui les bordent. La compilation de la collection dit que cette description de la Nouvelle-Ecosse a été faite par ordre de l'honorable Jonathan Belcher, président du conseil, etc.; mais le titre ci-dessus est tout ce qui reste de ce document, qui ne porte ni date ni signature. On dit qu'il est de 1762-3. (28 pages.)

40. Trois lettres (en français) de Jacques Robin, et traduction d'une autre lettre par le gouverneur Wilmot. Ces lettres sont datées de Londres, en mai et juin 1763, et de Halifax, en juillet 1764. Elles ont trait à la colonisation du pays.

41. Pétition des Acadiens habitant les bords de la rivière Saint-Jean, au gouverneur Montague Wilmot, et ses observations blâmant cette lettre. (3 pages.)

Aucun de ces deux documents ne porte de date. A l'endos du second on lit : 31 janvier 1764.

43. Etat de la Nouvelle-Ecosse, avec tableaux des familles établies à Horton, Cornwallis, Falmouth et Newport, dans le comté de King, indiquant le nombre d'individus dans chaque famille et township, et contenant des tableaux du bétail, du grain et des tubercules, en 1763. (12 pages.)

44. Pétition des habitants du comté de King et de Windsor, accompagné d'un mémoire et demandant qu'on autorise les Acadiens à rester ; 23 mars 1765. (Environ 2 pages.)

45. Exposé, sans signature, daté de Halifax, N. E., le 18 avril 1769, de la situation des dissidents protestants à la Nouvelle-Ecosse, et pétition des Royalistes de l'Eglise d'Ecosse à Shelburne.

47–48. Copie de documents sur les fortifications, prétendus avoir trait aux places fortifiées à la Nouvelle-Ecosse. Toutefois, ces documents ont entièrement trait aux fortifications de New-York, Staten-

Add: 19,071. Island et Rhode-Island; ils sont accompagnés d'une note particulière, 1779. (15 pages.)

49. Esquisse de la Nouvelle-Ecosse, par le juge Deschamps, 1782. (10 pages.)

54. Histoire des Acadiens et de leurs traditions, par le rév. Hugh Graham; écrit en 1791. (15 pages.)

55. Les Acadiens et leur expulsion, récit par M. Brook Watson, 1791. (7 pages.)

56. Notes d'après la tradition, sur l'expulsion des Acadiens, recueillies par M. Fraser, de Miramichi, en 1815.

58. Histoire des Acadiens et des tribus indiennes de la Nouvelle-Ecosse, par Moses de le Dernier; pas de date. (8 pages.)

Des esquisses et notes, depus le numéro 49, ne sont pas officielles, mais furent préparées pour aider le Dr Brown dans la rédaction de son histoire, et écrites par des hommes qui, généralement, ont pris part aux événements qu'ils relatent et connaissent bien les mœurs de la population dont ils parlent.

61. Copie du Serment de fidélité, et note signée de "Wm. Shaw," le 28 novembre 1764, disant que les Français ont refusé de faire le serment proposé, bien qu'ils comprissent parfaitement la détresse dans laquelle allait les jeter ce refus. (2 pages.)

C'est un volume petit format.

Add: 19,072. 14. Notes sur les Acadiens, par le juge Morris, recueillies en 1753, d'après ce que nous apprend le Dr Brown, parce que le document même ne porte ni date ni signature. Elles relatent des événements antérieurs à la fondation de Halifax. Une note finale, datée de 1791 et qui paraît être de l'écriture du Dr Brown, indique que les faits mentionnés dans ce document ont servi d'argument pour justifier l'expulsion des Acadiens. (8 pages.)

17. Extraits des papiers d'Etat de Whitehall et des minutes du conseil de la Nouvelle-Ecosse, au sujet de l'Acadie et des Acadiens, et de la colonie allemande de Lunenburg. Ces documents comprennent la période qui s'étend depuis 1750, époque où Cornwallis était gouverneur, jusqu'au départ du gouverneur Hopson (1755), et de là, jusqu'à 1762. (20 petites pages.)

22. Lettres du gouverneur Lawrence au Bureau de commerce, relativement aux habitants français, leur position, leurs mœurs, etc.; deux lettres respectivement datées du 5 décembre 1753, et du 4 août 1754. (16 pages.)

29. Tableaux de l'effectif et des forts, etc., à la Nouvelle-Ecosse, par le gouverneur Lawrence. Lettres au Bureau du commerce, sans date,—date supposée, 25 septembre 1754,—et observations sur l'état de l'isthme de Chignecto, également sans date, probablement 1755. (4 pages.)

31. Observations du juge Morris au sujet de l'expulsion des Acadiens.

A ce document, le Dr Brown a ajouté ces mots, écrits de sa propre main: "Difficultés que l'on doit appréhender et moyens d'y faire face." Le document est de 1775; il fut écrit dans le cours de l'été de cette année. (15 petites pages.)

Une note qui se trouve à la fin nous apprend que le document a été rédigé pour le conseil, qui avait consulté le juge Morris, et qu'on l'a trouvé parmi les papiers du conseil.

32. Mémoire, rédigé par le même, sur les causes de la guerre de 1756. (6 pages.)

33. Lettre des colons relativement à l'état des provinces, et ayant

pour but de soulever l'opinion publique en Angleterre. Point de date, si ce n'est l'indication approximative de 1757. Add: 19,072.

Il y a tout lieu de croire, après examen et comparaison du contenu de la lettre, qu'elle fut expédiée à M. Paris, agent des signataires et, dans ce cas la date approximative serait exacte. (*Voir* volume 19069, n° 34, mémoire daté de 1757, et vol. 19071, n° 35, pétition de Paris.) Le document actuel a 16 pages.

Le reste du volume est rempli par l'esquisse d'une partie de l'histoire projetée du Dr Brown.

16. Commission du gouverneur Cornwallis, accordée par George III, 1749. (13 pages.) Add: 19,073.

J'ai donné le titre qui se trouve dans la collection, mais il pourrait induire en erreur. George III ne monta sur le trône qu'en 1760, et la commission même prouve qu'elle fut accordée par George II.

18. Instructions du gouverneur Cornwallis au Major Lawrence lors de son départ pour Chignecto, 1750. (1 petite page.)

23. Journal d'Anthony Casteel, écrit pendant sa captivité chez les indiens, en mai et juin 1753. Le journal est précédé d'une lettre de l'arpenteur Morris à M. Cornwallis, à Londres. (Le tout forme 16½ pages.)

Les archives de la Nouvelle-Ecosse contiennent un résumé de la déposition de Casteel, sous ce titre : "*The most remarkable circumstances of this deposition transmitted to the Board of Trade.*" Toutefois, le journal donne les détails les plus minutieux et a de l'importance, surtout parce qu'il jette de la lumière sur les relations des Français avec les indiens.

24. Correspondance (en français) entre Pychon (Tyrel) et les officiers anglais, au sujet des mouvements des Français en Canada. Le capitaine Hussey a ajouté, en anglais, son opinion sur Pychon; de 1753 à 1755. (15 pages.)

27 Ce document et le n° 28 contiennent des papiers relatifs à la déportation des Acadiens, et dont le gouvernement de la Nouvelle-Ecosse a déjà publié, en substance, la plus grande partie dans le volume des archives que j'ai déjà mentionné. Je suis persuadé que l'on pourrait se procurer, *in extenso*, à Halifax, tous les papiers mentionnés dans ce volume, qui n'en contient que des extraits. J'ai cru, néanmoins, devoir en mentionner ici le contenu.

36. Première dépêche du juge en chef Belcher en sa qualité de président du conseil, 1760.

Mémoire d'Alexander McNeil, relatif à la position des colons, et adressé aux lords du Commerce.

38. Instructions au juge en chef Belcher, en sa qualité de président du conseil.

42. Dépêche du gouverneur Montague Wilmot, 10 décembre 1763.

46. Extraits des lettres écrites par le lieutenant de Diémar à Son Excellence monsieur le lieutenant-général Murray, pendant le temps qu'il fut envoyé pour des intelligences en France, 1777.

Ces lettres sont d'un fin observateur. Elles mentionnent : les négociations de Franklin à Paris; la part que prit Beaumarchais dans l'envoi de navires aux Américains; la répugnance du roi à déclarer la guerre, son mécontentement au sujet de Lafayette, la faveur témoignée au parti de la guerre par la reine, inspirée par le duc de Choiseul. L'état des finances, les probabilités pour et contre la guerre, et l'état de l'opinion publique en France y sont très clairement expliqués.

50 et 51. Documents relatifs à la nomination de l'évêque (angli-

Add: 19,073. can) de la Nouvelle-Ecosse, 1787. Ces documents contiennent des opinions sur les pouvoirs relatifs de l'Église et de l'État, les moyens que doit prendre l'Assemblée pour subventionner le clergé de l'Eglise d'Angleterre, etc.

52. Lettres et mémoires concernant les Acadiens, par le juge Deschamps.

Ces lettres ne sont que des notes dans lesquelles l'auteur promet des renseignements, ou s'excuse de ne pas en donner. On y trouve copie du serment exigé des Acadiens, lorsque le gouverneur Philips était gouverneur d'Annapolis, et un article de revue, sous le titre: "Exposé de l'affaire des Acadiens"; c'est une réplique au récit de l'Abbé Raynal. Les lettres sont de 1789 et 1790.

53. Notes de M. Gray sur les Acadiens, avec une description du pays, etc.

Ce document consiste, comme l'indique le titre, en quelques notes destinées à aider le Dr Brown dans son travail projeté. On trouve ailleurs tous les renseignements historiques qu'il contient.

57. Observations sur les progrès de l'agriculture, à la Nouvelle Ecosse et au Nouveau-Brunswick, avec notes sur les mœurs et coutumes des Acadiens, à l'appui d'un projet de M. Moses de le Dernier de créer un fonds pour faire venir des laboureurs dans la colonie.

Ce n'est qu'une brochure sur l'émigration, écrite pour activer la colonisation de la province, et contenant une esquisse des mœurs et coutumes des Acadiens, avec des calculs sur le montant requis par le colon. (Sans date.)

59. Lettre originale du Père Manach.

L'auteur est bien connu dans l'histoire de l'Acadie. La lettre, datée de Paris, au séminaire des Missions étrangères, le 4 mars 1763, n'a trait presque entièrement qu'à des affaires personnelles; mais le Père Manach y déclare qu'il n'a rien fait pour se rendre suspect et parle de la manière d'expédier les lettres en Amérique.

La personne qui a classé ces papiers l'appelle "une letre originale précieuse." Cela pouvait lui sembler ainsi; mais la lettre n'est précieuse que parce qu'elle est originale, et non point à cause de la nature de ce qu'elle contient.

62 Copie d'une charte de 1621, accordée à sir William Alexander. J'ai parlé dans une autre partie de ce rapport de tous les documents relatifs aux réclamations basées sur cette charte.

Add: 19,074. *Observations météorologiques prises à Halifax, Nouvelle-Ecosse.*—Les relevés ont été faits par deux personnes différentes. La première donne un relevé suivi de ses observations depuis le 1er janvier 1776 jusqu'au 31 décembre 1777; puis du 1er janvier 1786 au 31 août 1787, avec la direction du vent et les variations du thermomètre, deux fois par jour, une claire indication du temps, chaque jour, et parfois des notes sur les événements remarquables. L'autre observateur commence au 1er juin 1793, et continue jusqu'à la fin de novembre 1794. Il donne les variations du thermomètre, la direction du vent et l'état de la température, quatre fois par jour: à 8 heures a m., 1 heure, 5 heures et 10 p.m. Ces relevés sont faits méthodiquement.

Add: 19,075-19,076. Ce sont les deux volumes contenant le brouillon d'une esquisse d'une histoire projetée du Dr Brown.

Add: 30,372. *Résumés des commissions et instructions* antérieurement et maintenant données aux gouverneurs des plantations de Sa Majesté en Amérique, et renvois aux livres et documents indiquant les changements qui y ont été faits, ainsi que des observations sur les princi-

paux événements pendant chaque administration, particulièrement avant l'établissement de ce bureau en 1696. Ce document porte la date de MDCCXL. Add: 30,372.

Il contient des résumés de commissions (original, p. 24) et des résumés d'instructions (page 25) pour la Nouvelle-Ecosse, la même chose pour Terreneuve (pages 26 à 29), et des observations sur les plantations en général (pages 30 et 31). Les commissions portent des dates comprises entre 1719 et 1742, et certains exemplaires et notes remontent jusqu'à 1621; on y trouve enfin une liste des lords des Plantations depuis la date de la création du bureau, en 1696.

Cette collection de 58 pages—dont plusieurs ne contiennent que quelques lignes—donne une histoire complète des mesures prises pour conduire et régler le gouvernement des " plantations," depuis l'époque la plus reculée. Les résumés, renvois à des actes, règlements et minutes, ont été évidemment recueillis dans le but de former un guide de bureau pour préparer les commissions et instructions aux différents gouverneurs, lors de leur nomination dans les colonies, et pour décider les questions renvoyées à la décision des lords du commerce et des plantations. Cette collection est maintenant précieuse au point de vue historique.

Brochures diverses :

Mémoire du colonel Robert Quarrie, en date du 16 juin 1703. Add: 6,273.

Le mémoire est adressé au " Très honorable " ; mais il n'y a pas de nom à la suite de ces mots.

A part la recommandation de chasser les Français du Canada, si l'on veut s'assurer alliance et paix avec les indiens, ce mémoire ne contient rien qui affecte nos intérêts. Le mémoire est daté de New-York et couvre 26 pages d'une écriture fine.

C'est un des volumes de choix, contenant des papiers spéciaux et précieux que l'on ne laisse point sortir de la salle des manuscrits. Harleian, 1,760.
Il ne contient qu'une lettre ayant trait à notre histoire; ce sont les instructions de Charles Ier à son ambassadeur en France (sir Isaac Wake), en date de 1631. La plus grande partie a trait aux négociations concernant la dot de la reine, et comme tout ce qui intéresse le Canada est résumé en quelques lignes, je les cite. Après avoir exposé les pouvoirs de l'envoyé français, Charles continue : " Et des vôtres (c'est-à-dire " de vos pouvoirs ") dépendent la reddition de Québec et l'évacuation de Port-Royal, ce pourquoi Philip Boulamachy vous remettra des instructions formelles et solennelles sous notre seing et sceau." * * * " Encore une chose relativement au reste de la dot * * * et une autre concernant le retrait de nos sujets du Canada et de ces régions, savoir, que l'on devrait abolir tous les actes publiés en France contre eux, particulièrement les trois frères Kirke, employés en cette occasion, comme nous l'avons antérieurement demandé concernant le baron de la Tour et son fils, avec lesquels sir William Alexander avait un traité que les ministres du roi trouvaient raisonnable, et sur l'exécution duquel il faut encore insister."

La lettre est signée de la main du roi, au commencement. Elle couvre quatre pages d'écriture serrée.

Pour plus de commodité, je donne les numéros consécutifs des volumes qui contiennent des documents relatifs à l'Amérique Britannique du Nord, avec le titre de la collection. Dans les observations qui forment ce rapport je n'ai pas suivi l'ordre numérique des documents, mais j'ai essayé de grouper, autant que possible, ceux qui se rapportent aux mêmes sujets, sans toute-

fois m'écarter de l'ordre numérique de manière à trop subdiviser le contenu d'un même volume. C'est pour cela que je n'ai point mis de titres distinctifs. Ces titres sont fort utiles quand la nature du rapport permet de les employer; mais, dans le cas actuel, ils n'auraient eu pour effet que d'imposer au lecteur une restriction inutile. Pour les raisons déjà indiquées, je n'ai pas inscrit la collection " Sloane " dans la liste générale, mais je donne ici les numéros de renvoi, parce que c'était utile.

Sloane, 170, 3,607.
King's, 205, 208, 209.
Lansdowne, 819.
Egerton, 921,922, 929, 2,395.
Harleian, 1,760.
Additionnels, 5,849, 5,510, 6,273, 6,804 à 6,872, 8,075, 8,949, 8,950, 9,747, 12,496, 13,972, 14,034, 15,483 à 15,489, 15,421 à 15,493, 19,069 à 19,076, 19,350, 22,564, 22,680, 24,322, 24,323, 24,982, 27,856 à 27,859, 28,089, 28,605, 30,372.
Brefs ecclésiastiques, B VI 8.*

Le nombre total des volumes manuscrits déposés au *muséum* à la date où j'ai terminé mes recherches, était de 47,693, formant partie de diverses collections dont voici la liste.

Dates de l'acquisition.

	Volumes.
Cottonian, 1753	900
Harleian, 1753	7,639
Royal, 1753	1,950
Lansdowne, 1807	1,245
Hargrave 1813	499
Burney, 1817	524
King's, 1823	438
Egerton, 1829	2,568
Arundel, 1831	550
Additionnels	31,380
Total	47,693

La collection Sloane, acquise en 1753, vient ici sous le titre général : " Additionnels ; " elle compte 4,000 volumes. Lorsqu'on fit l'acquisition de la collection Egerton, elle formait 1,613 volumes; cette collection et la collection additionnelle sont les seules dont le nombre de volumes a augmenté ; les autres étaient complètes lors de l'acquisition. L'Additionnelle est formée d'un grand nombre de petites collections, et l'on ne formera une autre collection distincte que dans le cas où l'on ferait quelque acquisition d'une importance plus qu'ordinaire. Les collections Harley et Lansdowne offrent deux exemples de ce genre de dépôts, car les administrateurs de la succession partagent avec ceux du musée, la responsabilité de leur sauvegarde.

Un instant de réflexion fera voir que, dans l'espace de temps que j'y ai consacré, il m'a été impossible d'examiner tous les volumes des collections mentionnées, puisqu'elles contiennent au moins, en chiffres ronds, 5,000,000 de documents. Je dois donc prévenir les objections

* Ces brefs furent présentés par M. John Stevenson Salt, en 1829. Après l'abrogation (8 George IV) de l'Acte réglant leur émission (4 Anne chap. 14) jusqu'à la date de l'abrogation (1828), le roi avait émis des brefs autorisant des quêtes, peu après la Réforme. La présente collection commence en 1754.

que l'on pourrait faire, à cet égard, en disant que le présent rapport ne contient point la liste de tous les documents déposés dans cette institution qui ont trait à l'Amérique Britannique du Nord.

On peut classer les volumes en trois catégories :—

1. Ceux qui contiennent des renseignements ou des mentions concernant une partie quelconque de l'Amérique Britannique du Nord.

2. Ceux qui, par leur nature même, peuvent contenir des renseignements du genre désiré.

3. Ceux qui, par leur nature même, ne peuvent contenir pareils renseignements.

La troisième catégorie contient une masse énorme de documents; les deux autres sont plus faciles à examiner. J'ai examiné avec soin la première catégorie, volume par volume, en prenant les notes qui pouvaient m'être utiles pour le présent rapport. Il est évident qu'entreprendre pareil travail pour la seconde catégorie, serait vouloir perdre son temps. J'ai lu avec soin les index qui donnent brièvement une idée du contenu de chaque document du volume, et quand j'y trouvais le moindre indice de renseignements, je me procurais le volume pour l'examiner. C'est ainsi que j'ai découvert les deux petits paragraphes—mentionnés dans le présent rapport—des instructions de Charles Ier à son ambassadeur, concernant la reddition absolue du Canada, de Port-Royal, etc., aux Français, la seule mention de ce sujet dans 7,639 volumes. Quant aux manuscrits de De Seguier et De Brienne, 156 volumes, pris en France, en 1722, dans la bibliothèque de l'évêque de Coutances, Charles François de Loménie, et subséquemment acquis par le *British Museum*, la liste des sujets indiqués par le catalogue, montre que les documents y contenus sont de nature très variée, politiques, religieux et particuliers, mais pas un seul ne contient la plus légère allusion aux colonies, autant que j'ai pu m'en assurer. Toutefois, le volume numéroté 4,551 n'a pas de table des matières, mais on y lit simplement cette note : "Ce volume offre un intérêt particulier pour ce pays, parce qu'il contient des lettres et dépêches relatives aux possessions britanniques."

Ces documents vont de 1643 à 1657, période pendant la plus grande partie de laquelle des conflits sérieux existaient entre les Français et les Anglais de l'Amérique du Nord. En examinant le volume, j'ai trouvé qu'il contenait des rapports envoyés à la Cour de France, par l'ambassadeur français à Londres et les envoyés français en Ecosse, au sujet de la lutte de Charles avec le parlement, l'élévation de Cromwell, les négociations avec l'Ecosse, les opinions d'Argyll, de Montrose et autres chefs, voire même une traduction de la Ligue et Convention solennelle, mais, dans les 1,348 pages de ce volume, il n'est pas fait mention une seule fois des affaires coloniales.

Les différentes collections contiennent, disséminés en nombre considérable, des manuscrits espagnols, dont quelques-uns, me dit-on, se rapportent à notre histoire. Don Pascual de Guyangos prépare actuellement un catalogue spécial de ces papiers, dont les commissaires du *Museum* ont déjà publié deux volumes. Cela m'a permis de m'assurer que dans la partie jusqu'à présent publiée de la liste, aucun manuscrit n'est probablement de nature à jeter de la lumière sur les origines de notre histoire.

On voit que j'ai soigneusement évité de charger ce rapport de listes de collections examinées et jugées sans intérêt pour nous, ou d'ouvrages imprimés, consultés pour la vérification des faits, dates et noms de personnes, ou détails nécessaires pour déterminer la valeur

de certains documents. En exposant d'une manière si complète la méthode que j'ai suivie dans mes recherches, je suis animé du désir de prouver, d'une façon concluante, que le rapport que j'ai l'honneur de présenter contient une liste complète des documents manuscrits relatifs à l'histoire de l'Amérique Britannique du Nord qui se trouvaient au *British Museum* à la fin d'octobre 1881. Je n'aurais pu arriver à ce résultat sans l'assistance des conservateurs du *Museum*. Je mentionnerai, en particulier, les services que m'a rendus M. Kensington, avec qui je me suis trouvé le plus immédiatement en rapport, et qui m'a puissamment aidé, grâce à sa connaissance approfondie des manuscrits et son empressement inaltérable à satisfaire des demandes que, parfois, je croyais moi-même indiscrètes. J'ajouterai que, grâce à l'obligeance de M. Richard Garnet, surintendant, j'ai pu étudier le service intérieur du *Museum* et me bien rendre compte de la méthode suivie pour assortir, classer et cataloguer les documents. Les renseignements ainsi obtenus seront d'une grande utilité.

ARCHIVES A OTTAWA.

Depuis mon dernier rapport, j'ai préparé un index analytique des volumes de la collection Haldimand qui se trouvaient au dépôt avant mon départ pour l'Angleterre, et l'on travaille à indexer les autres documents. On continue de faire des additions à la collection de documents imprimés et manuscrits. On a dressé un catalogue de tous les documents actuellement déposés dans les voûtes à l'épreuve du feu.

La copie des collections manuscrites de Haldimand et Bouquet, au *British Museum*, a été terminée depuis mon retour, et l'on m'informe que la collation des copies avec les originaux est presque achevée. Ces collections seront bientôt en la possession du département, qui s'empressera de dresser, pour les volumes qui restent, un index analytique semblable à celui des volumes précédemment reçus. Avant de quitter Londres, j'ai donné instructions de copier un volume contenant la correspondance du comté de Puisaye, relative à l'établissement projeté de loyalistes français dans le Haut-Canada, et des rapports et relations concernant Québec, Montréal et les Trois-Rivières, en 1762-3, par les généraux Murray, Gage et Burton; il est désirable d'avoir ces documents pour compléter les renseignements et la correspondance qui existent dans nos archives, mais qui sont incomplets.

On commence à apprécier graduellement la valeur de la collection, et la sagesse de la détermination prise d'avoir des copies complètes des collections choisies, se trouve pleinement justifiée par le témoignage des personnes qui, en faisant des recherches, ont trouvé de précieux renseignements historiques dans une collection dont bien des gens ne comprennent pas la valeur. Il est presque inutile d'ajouter que l'on a facilité, par tous les moyens, les recherches des personnes qui demandaient des renseignements ou l'accès aux papiers.

Dans le catalogue suivant, j'ai donné, en détail, les dates des documents publics antérieurs à la confédération. En cela, j'ai pour but de signaler aux résidants des diverses provinces les vides qui existent et qu'ils pourraient contribuer à remplir. La série la plus complète est celle de l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick; la série des journaux de l'Assemblée est presque complète depuis sa première réunion en 1786—sauf deux lacunes, 1834 et 1835—jusqu'à 1859; les années 1860 et 1865 manquent aussi. Depuis la confédération, les journaux manquent, à partir de l'année 1873, inclusivement. Ces journaux et les documents sessionnels de toutes dates seraient d'une grande utilité. Pour le Conseil, la série des journaux est complète de 1786 à 1836, mais, aux dates plus récentes, on n'a que ceux de 1845, 1871 et 1872. On trouvera, dans le catalogue, ceux de la Nouvelle-Ecosse et ceux de l'ancienne province du Canada. Nous n'avons pas d'archives des provinces séparées du Canada Est et du Canada Ouest (le Haut et le Bas-Canada), pas plus que de l'Ile du Prince-Edouard et de la Colombie-Britannique; il serait utile de les avoir, ainsi que celle du Conseil de l'Assiniboia. Je recommande donc respectueusement que l'on signale à l'attention des représentants des diverses provinces l'importance de former une seule collection, non seu-

lement des papiers que j'ai mentionnés, mais de tous les documents relatifs à l'histoire des diverses provinces qui forment la Confédération. L'œuvre de collectionner n'est encore qu'à ses débuts, mais si on la continue activement, avec l'appui et la coopération des personnes qui sont le plus à même d'aider à ce travail, on formera, sans beaucoup de peine, le noyau d'un dépôt précieux, non seulement d'ouvrages imprimés, mais de manuscrits qui, sans cela, comme je l'ai déjà dit, seront probablement détruits avant longtemps.

Nombre des acquisitions les plus récentes ne sont pas encore reliées. J'ai indiqué le nombre des papiers non reliés, mais comme il sera avantageux de grouper en un volume ceux de la même nature, je n'ai pas détaillé le total, parce que, du moment où tous les documents seront ainsi reliés, comme on se le propose, leurs numéros ne correspondront pas à ceux du catalogue actuel. En consultant les précédents rapports, on verra néanmoins que le nombre des documents reliés et non reliés a considérablement augmenté. Comme on le verra, le catalogue est divisé en deux parties : manuscrits et documents imprimés.

DOCUMENTS MANUSCRITS.

Correspondance militaire.

Caisse militaire, de 1793 à 1845 24
(La caisse militaire fut transférée au commissariat, et sous ce dernier titre on trouvera le reste des documents à ce sujet.)
Armée ; documents divers, de 1792 à 1870 9
Réclamations pour pertes, 1812 à 1870 11
" " " Nouvelle-Ecosse, 1786 à 1839 3
Divers documents impériaux, 1793 à 1837 2
Allocations aux commandants, 1793 à 1844 3
Canaux, 1800 à 1 68 25
Guerre de 1812 ; événements qui l'ont précédée et réclamations qui en sont résultées, 1806 à 1834 20
Relations avec les Etats-Unis, 1790 à 1844 3
Guerre civile aux Etats-Unis, préparatifs militaires, racolage, etc., 1861 à 1866 4
Féniens, 1865 à 1870 3
Volontaires et milice, 1794 à 1870 33
" licenciements, des 1838, 1839 23
Troupes canadiennes, 1805 à 1841 3
" New Brunswick Troubles," 1793 à 1830 2
Régiment de Terreneuve, 1814 à 1834 1
Marine provinciale, 1790 à 1845 21
Régiment de Meuron, 1813 à 1818 1
Régiment de Watteville, 1813 à 1819 1
Aide militaire, en cas d'émeute, 1800 à 1870 4
" Queen's Rangers," 1799 à 1804 1
Vétérans royaux, 1807 à 1839 2
Carabiniers royaux canadiens, 1840 à 1870 19
Malles, 1797 à 1845 4
Service télégraphique, 1797 à 1844 1
Transports, 1790 à 1869 9
Marine, 1799 à 1843 1
Nord-Ouest, 1800 à 1870 3
Indiens, 1767 à 1845 25
Commissariat, 1788 à 1870 59
Tableau de l'état-major employé à Terreneuve, 1846 à 1864 ; à l'Ile du Prince-Edouard, 1794 à 1870 ; à la Nouvelle-Ecosse, 1859 à 1869 ; Nouveau-Brunswick, 1821 à 1869 1
Postes et casernes, 1801 à 1870 87
(*Voir* aussi sous le titre : Artillerie et Génie.)

Artillerie et Génie, 1785 à 1870 115
Arpentages, 1811 à 1845 1
Etat-major, 1786 à 1870 39
Horse Guards, 1789 à 1833 22
Cavalerie, 1804 à 1846 11
Rapports sur la situation politique, 1849, 1859 3
Rapports de médecins, 1787 à 1870 29
Rébellion, 1837, 1838 8
Aubains, 1796 à 1816 1
Cours martiales, 1790 à 1870 15
Aumôneries, 1792 à 1870 12
Demandes de secours, 1787 à 1845 6
Sorel et les Loyalistes 1
Terres à Sorel, 1792 à 1845 5
Propriétés à Québec et dans le Bas-Canada, 1785 à 1844 6
" Montréal, 1796 à 1851 2
(Pour les trois titres précédents, *voir* aussi: Artillerie et Génie).
Terres et chemins dans le Haut-Canada, 1795 à 1845 7
Gouvernement civil, 1848 à 1870 4
Prisons militaires, 1846 à 1870 19
Artillerie royale, 1788 à 1870 25
Brigade des carabiniers, 1824 à 1870 6
Train militaire, 1862 à 1867 2
Demi-solde, 1787 à 1845 36
Retraités, 1831 à 1870 9
Nominations, mémoires, etc., 1786 à 1870 14
Colons, 1794 à 1845 15
Déserteurs, 1845 à 1870 5
Comptes, mandats et rapports, 1805 à 1820 14
Régiments royaux :—
I. 1797 à 1855 4
II. 1838 à 1851. III. 1814 à 1868. IV. 1794 à 1857. V. 1798 à 1867 1
VI. 1793 à 1847 3
VII. 1793 à 1868 1
VIII. 1809 à 1859 3
IX. 1804 à 1858. X. 1842 1
XI. 1839 à 1840. XII. 1858 à 1861 1
XIII. 1833 à 1861. XIV. 1841 à 1842 1
XIV. 1843 à 1855 1
XV. 1817 à 1858 6
XVI. 1814 à 1868 7
XVII. 1856 à 1868 7
XVIII. 1839 à 1850. XIX. 1847 à 1849 1
XIX. 1850 à 1852 1
XX. 1848 à 1851 2
XX. 1852 à 1865. XXI. 1793 à 1852 1
XXII. 1837 à 1838. XXIII. 1846 à 1853 1
XXIII. 1828 à 1867 7
XXIV. 1830 à 1843 7
XXV. 1864 à 1867 1
XXVI. 1790 à 1855 2
XXVII. 1865 à 1870 1
XXVII. 1814 à 1850. XXVIII. 1844 à 1860 1
XXIX. 1786 à 1869. XXX. 1824 à 1861 1
XXX. 1862 à 1868 4
XXXIV. 1838 1
XXXII. 1830 à 1867 4

Régiments royaux :—

XXXIV. 1839 à 1853. XXXV. 1803 à 1862. XXXVI. 1841 à 1856 1
XXXVII. 1814 à 1843 9
XXXIX. 1814 à 1864 2
XL. 1815 à 1842. XLI. 1799 à 1801 1
XLI. 1802 à 1815 6
XLI. 1816 à 1862. XLII. 1838 à 1855 1
XLIII. 1838 à 1862 2
XLIV. 1814 à 1820. XLV. 1842 à 1865. XLVI. 1847 à 1868 1
XLVI. 1845 à 1846 1
XLVII. 1787 à 1864 3
XLVIII. 1863. XLIX. 1802 à 1803 1
XLIX. 1804 à 1810 1
XLIX. 1811 à 1860. L. 1856. LI. 1849 1
LII. 1818 à 1846 1
LII. 1847 à 1864. LIII. 1856 à 1869 1
LIV. 1809 à 1858 2
LVI. 1840 à 1854. LVII. 1815 à 1859. LVIII. 1814 à 1849 1
LIX. 1814. LX. 1787 à 1796 1
LX. 1797 à 1846, 1861 à 1868 13
LX. 1869 à 1870. LXI. 1865 à 1870. LXII. 1814 à 1862 1
LXIII. 1864 à 1866. LXIV. 1813 à 1866 1
LXV. 1790 à 1841 1
LXVI. 1827 à 1853 9
LXVI. 1854 à 1860. LXVII. 1840 à 1855 1
LXVIII. 1818 à 1830 5
LXVIII. 1835 à 1845. LXIX. 1853 à 1870 1
LXX. 1814 à 1843 7
LXXI. 1824 à 1865 7
LXXIII. 1809 à 1841 1
LXXIV. 1818 à 1828 1
LXXIV. 1841 à 1847. LXXV. 1865 1
LXXVI. 1814 à 1857 5
LXXVII. 1846 à 1855. LXXVIII. 1822 à 1869 1
LXXIX. 1828 à 1851 6
LXXX. 1814 à 1844. LXXXI. 1849 1
LXXXI. 1844 à 1846 1
LXXXI. 1846 à 1865. LXXXII. 1814 à 1843 1
LXXXII. 1844 à 1867 1
LXXXIII. 1803 à 1838 1
LXXXIII. 1839 à 1840. LXXXIV. 1846 à 1870 1
LXXXV. 1837 à 1844 2
LXXXVI. 1845. LXXXVII. 1852. LXXXVIII. 1814 à 1867. LXXXIX. 1812 à 1815 1
LXXXIX. 1816 à 1852 1
XC. 1813 à 1847. XCI. 1811. XCII. 1820 à 1848. XCIII. 1814 à 1839 1
XCIII. 1839 à 1860 2
XCVI. 1810 à 1832. XCVII. 1795 à 1854. XCVIII. 1807 à 1848 1
XCIX. 1811 à 1855 4
C. 1805 à 1817, 1858 à 1868 8
CI. 1808 à 1809. CII. 1814 à 1823. CIII. 1812 à 1814. 1

Régiments royaux :—
CIII. 1814 à 1819 1
CIV. 1811 à 1851 4
Royal Marines, 1813 à 1843. *Royal Navy*, 1840 à 1867 1
7 *Hussars*, 1838 à 1842 1
Coldstream Guards, 1838 à 1842. *Scotch Fusiliers*, 1862. 13 *Hussars* 1806, 1869. 6 *Dragoons*, 1863. 21 *Dragoons*, 1846 à 1850. 24 *Dragoons*, 1807 1
1 *Dragoons*, 1833 à 1844 1
19 *Dragoons*, 1811 à 1824 1
Grenadier Guards, 1818 à 1864 1

DOCUMENTS CIVILS ET MILITAIRES (MÉLANGE).

Mandats, 1780 à 1810 81
Pièces justificatives, certifiées et signées, département du gardien général, 1787 à 1804 80
Comptes généraux de do, 1787 à 1804 2
Mandats supplémentaires, 1794 à 1808 1
Reçus de comptes, 1808 à 1810 1
Rapports du conseil, 1803 à 1808 1
Observations de l'inspecteur, 1803 à 1806 1
Comptes des marins sur les lacs, 1790 à 1804 1
Correspondance avec le receveur général, 1745 à 1808 1
Pièces justificatives, département des indiens, du génie et de l'armée, 1785 à 1789 5
Comptes de do, 1799 à 1805 16
Procurations, 1784 à 1810 6
" papiers concernant les, 1802 à 1804 1

MANUSCRITS DIVERS.

Loyalistes de l'Empire-Uni, vieille liste, donnant leurs noms et résidences 1
Copie d'une pétition à lord Dorchester contre le procureur-général, 1787 1
Copie de l'introduction aux observations sur la déposition verbale et écrite de M. Morley, dans l'enquête sur l'administration de la justice, dans le district de Québec, ordonnée le 16 mai 1787 par le gouverneur en conseil, à la suite d'une adresse du Conseil législatif 1
Interrogatoire de deux prisonniers faits par les Français à la Pointe Couronne ; pas de date. (Français) 1
Réflexions sur le Canada, vraisemblablement écrites vers l'époque de la conquête. (Français) 1
Lettres de M. Mongolfier, vicaire général, à l'évêque de Québec, écrites de Montréal en 1775, 1776 et 1777. (Français.) 1
Mémoire de M. Amable Berthelot, de Québec, sur la guerre de 1775. (Français.) 1
Notes sur les événements de 1837, par un insurgé anonyme, datées de la prison de Montréal, 1838. (Français,) 1
Notes prises à Terrebonne, par F. H. Seguin, notaire, 1831, 1832. (Français.) 1
Journal tenu aux Trois-Rivières, par M. Badeau, notaire, commencé le 18 mai 1775. (Français.) 1
Journal tenu pendant le siège du Fort Saint-Jean, en 1775, par M. Foucher, autrefois notaire à Montréal. (Français.) 1

Registre des baptêmes et sépultures à Fort Pont Chartrain du Détroit, 1703 1
Liste des officiers employés à ditto, de 1703 à 1744 1

COLLECTION HALDIMAND.

Correspondance avec sir Jeffrey Amherst, 1758 à 1777 1
" " le général Gage, 1758 à 1766 4
" " le brigadier Stanwix, le général Abercrombie, le général Murray et le colonel Robertson, 1756 à 1775 1
Rapport du général Murray sur Québec, 1762 1
Opérations du gouverneur Murray à Québec 1
Correspondance avec le brigadier Burton, 1760 à 1765 1
" " sir W. Johnson et documents relatifs aux affaires des indiens, 1765 à 1774 1
Correspondance avec le brigadier Taylor et autres, au sujet des affaires des indiens, 1765 à 1774 2
Correspondance avec les gouverneurs des provinces, 1765 à 1774. 1
Lettres et comptes relatifs aux affaires de l'artillerie à Pensacola, 1764 à 1775 1
Comptes de Pensacola, etc., 1767 à 1773 1
Ordres généraux et lettres concernant la garnison de Niagara, 1759 à 1774 1
Correspondance avec MM. Wallace Ross et Cie, 1765 à 1778 1
" " le major F. Hutcheson, 1766 à 1778 1
Documents relatifs au gouvernement des Trois-Rivières et aux forges qui s'y trouvent, 1760 à 1767 2
Documents relatifs aux cours martiales, etc., 1758, 1759 1
Ordres généraux et instructions, 1763 à 1777 1
Instructions concernant les officiers d'artillerie et les casernes de Québec, 1767 à 1771 1
Comptes et documents relatifs à Long Meadow, Maryland, 1766. 1
Journaux d'expéditions d'exploration, cartes et plans, 1750 à 1780. 1
Copies de lettres du général Haldimand, en sa qualité de commandant en chef, 1773 à 1774 1
Correspondance avec lord Dartmouth, 1773 à 1775 1
" " lord Barrington, secrétaire au département de la guerre, 1764 à 1777 1
Correspondance des ministres avec les généraux Amherst, Gage et Carleton, 1776 à 1778 1
Lettres de sir Guy Carleton, 1776 à 1778 2
Ordres et instructions au général Haldimand, 1778 1
Lettres du général Haldimand à lord George Germaine et à la Trésorerie, 1777 à 1779 1
Lettres de lord George Germaine, 1777 à 1779 1
" des ministres anglais, 1782 à 1784 1
" de la Trésorerie, 1777 à 1786 2
" des bureaux de l'amirauté et de l'artillerie, 1778 à 1785. 1
" de la Trésorerie, et correspondance avec le département de la guerre, 1778 à 1785 1
Lettres au ministère, 1778 à 1790 5
" à la Trésorerie, 1778 à 1785 1
" au secrétaire de la guerre, à l'artillerie, l'amirauté et le Bureau du commerce, 1778 à 1786 1
Lettres des secrétaires du général Haldimand, 1779 à 1784 1
" à diverses personnes, 1778 1

Lettres particulières, 1784 1
Lettres à diverses personnes, 1781 à 1791 1
Lettres de diverses personnes, 1757 à 1777 3
" au général Haldimand, en sa qualité de gouverneur de Québec, 1788 à 1791 6
Lettres au général Haldimand, après sa nomination comme gouverneur de Québec, 1788 à 1791 1
(En réalité, ces lettres furent écrites après que Haldimand eût cessé d'être gouverneur).
Minutes du Conseil de Québec, 1778 à 1784 2
Lettres du Bureau de l'adjudant général à Québec, 1778 à 1783. 3
Ordres généraux, par sir Guy Carleton et le général Haldimand, 1776 à 1783 1
Ordres généraux, par le général Haldimand, 1783 à 1784 1
Registre des commissions militaires, 1778 à 1782 1
Registre des commissions navales et militaires, 1778 à 1 82.... 1
Mandats pour le service ordinaire de l'armée, 1778 à 1784 2
Relevé des mandats pour le service ordinaire de l'armée, 1778 à 1784 1
Registre des mandats pour services extraordinaires de l'armée, 1778 à 1784 6
Relevé des mandats pour services extraordinaires de l'armée, 1778 à 1784 1
Correspondance avec H.T. Cramahé et E. Hamilton, lieutenants-gouverneurs de Québec, 1778 à 1784 1
Correspondance avec les officiers commandant à Michillimakinak et à Niagara, 1777 à 1783 2
Correspondance avec les officiers commandant à Michillimakinak, 1778 à 1785 3
Correspondance avec les officiers commandant à Niagara, 1777 à 1778 1
Lettres au lieutenant-colonel Campbell et autres, 1778 à 1784.. 2
Correspondance avec le lieutenant-colonel D. Claus, 1778 à 1784. 1
Commission et instructions à sir J. Johnson, 1782 à 1783 1
Rapport sur les nations indiennes 1
Lettres d'officiers de la légion allemande 2
Journal du colonel de la Balme, 1779 1
Documents relatifs à Pierre du Calvet et Boyer Pillon, 1776 à 1786 1
Dossiers des affaires relatives à Joseph Despins (1778) et au sloop parlementaire "Sally" 1778 à 1781 1
Journal particulier du général Haldimand, 1786 à 1790 2
Mémoires relatifs à l'honorable J. Cochrane, 1778 à 1784 1
Correspondence avec l'honorable J. Cochrane et David Gordon, 1779 à 1784 1
Lettres du juge en chef Peter Livius, 1777 à 1778 1
Correspondance avec le directeur général des postes, Hugh Finlay, 1778 à 1784 2
Correspondance avec le colonel Cuyler et autres, 1781 à 1784... 1
Liste de plans 1
Portefeuille pris à un sergent rebelle 1
Arpentages, etc., en vue de l'établissement des loyalists, 1782 à 1784 1
Correspondance avec Conrad Gugy, relativement aux loyalistes, 1778 à 1784 1
Lettres du capitaine Sherwood et du Dr Smyth, 1777 à 1784.... 2
Lettres du capitaine Sherwood sur le service secret, 1780 à 1781 1

Lettres au capitaine Sherwood et au Dr Smyth, de 1780 à 1783. 1
Mandats émis par le général Haldimand pour dépenses imprévues et extraordinaires, de 1773 à 1774 1
Statistique du commerce de Québec, de 1768 à 1783 1
Correspondance avec le colonel de Tonnancour et autres, aux Trois-Rivières, de 1778 à 1784 1
Lettres aux officiers commandant au Fort Saint-Jean, de 1778 à 1784 1
Rapport de l'artillerie en Canada, 1779 à 1784 1
Grand-livre des mandats pour dépenses imprévues, de 1773 à 1774 1

COLLECTION BOUQUET.

Lettres au général Gage, de 1763 à 1765 1
Correspondance avec le comte de Loudoun et le brigadier Forbes, de 1757 à 1759 1
Instructions du gouvernement au général Amherst, 1763 1
Correspondance avec le capitaine Ourry, de 1758 à 1764 2
Correspondance avec le colonel Washington, 1758 1
Comptes et rapports divers, de 1758 to 1765 1
Livre de caisse, Caroline du Sud, de 1757 à 1758 1

DOCUMENTS IMPRIMÉS.

Nouveau-Brunswick.

Journaux de l'Assemblée, 1786—1797, 1798—1817, 1817—1824, 1825—1830, 1830, 1831—1833, 1836, 1836—1837, 1837, 1837—1838, 1839, 1840, 1841, 1842, 1843, 1844, 1845, 1846, 1847, 1848, 1849, 1850, 1851, 1852—1855, 1853, 1854, 1856, 1856—1857, 1857—1858, 1859, 1866 à 1872. 59
Journaux du Conseil, 1786—1830, 1831—1836, 1845, 1871, 1872 6

Nouvelle-Ecosse.

Journaux de l'Assemblée, 1854—1855, 1856 à 1862, 1864 à 1866, 1868, 1870, 1871, 1881 17
Journaux du Conseil, 1880 1

Canada.

Journaux de la Chambre des Communes, 1867—1868, 1871, 1872. 1876, 1877 (et annexe), 1879, 1880 (et annexe) 12
Documents de la session :—
1867—1868 9
1869 6
1870 6
1871 6
1872 7
1873 6
1874 6
1875 8
1876 8
1877 9
1878 11
1879 11
1880 11
1881 7

Avant la confédération.

1859. Annexe contenant un rapport de l'exploration de la région située entre le lac Supérieur et l'établissement de la Rivière-Rouge, et entre ce dernier et l'Assiniboine et la Saskatchewan, par S. J. Dawson,—et rapport de l'expédition d'exploration de l'Assiniboine et de la Saskatchewan, par Henry Youle Hind, avec cartes, etc..... 1
Annexes 36 à 38 1
Journal de l'Assemblée :—
1860 1
1861 1
1862 1
1863 2
1865 2
1866 1
Documents de la session :—
1860 4
1861 3
1862 5
1863 6
1864 5
1865 5
1866 4
Journal du Sénat :—
1867—1868, 1871—1876, 1877, 1878, 1879 (duplicata pour chaque année) 12

Directeur général des postes.

1855...1856 à 1866 7
1867 à 1880 14
—— 21

Travaux publics.

1856—1859, 1860—1863, 1864, 1865, 1866 6
1867 à 1876, 1878 à 1880 (1877 manque) 13
—— 19

Canaux et chemins de fer.

1879, 1880 2
Édifices d'Ottawa, 1865 (A. et F.) 2
Chemin de fer Intercolonial et autres, 1855—1868 1
" " F. 1864 1
" " cartes, 1864 1
Rapports des commissaires du ch. de f. Intercolonial, 1871, 1872. 2
Charte du chemin de fer canadien du Pacifique (F.) 1873 1
Message de lord Dufferin au sujet du serment, 1873 1
" " de la prorogation du parlement 1
" de lord Kimberley 1
Chemin de fer canadien du Pacifique, Commission royale, 1873. 1
" " Rapports, 1872, 1874, 1877 à 1880. 6
" " Description du tracé, 1876 1
" " " (Tassé) 1
Expédition de 1870 à la Rivière-Rouge, S. J. Dawson 1
Compagnie de la Baie d'Hudson, comité spécial, Chambre des Communes d'Angleterre, 1857 1
Colombie-Britannique (Langevin), 1872 (A. et F.) 2

Canal de la Baie Verte (S. Keefer), 1873 1
" (ingénieur en chef), 1873 2
Canal Welland " 1872 1
Agrandissement des canaux, 1876 1
Commission des canaux, 1871 1
Canaux, rapport général (ingénieur en chef), 1880 1
Navigation du Saint-Laurent ("), 1874 1
Statistique des chemins de fer, de 1875 à 1880 5

Comptes publics.

1852—1853 à 1866 9
1868 à 1880 13
(1867 manque.) —— 22

Auditeur général.

1879,1880 2
Budget, 1852—1865 1
Budget, renseignements divers. Rapport sur le commerce, de 1866 à 1868 1
Commission des finances, 1863, (F. et A.) 2

Commerce et navigation.

1851 à 1866 11
1867 à 1880 14
—— 25

Marine et pêcheries.

1856—1862, 1863—1867 2
1868 à 1873 (enregistrement des navires, 1873) 7
1874 (cinq suppléments) 6
1875 (quatre ") 5
1876 (trois " n° 3 manque) 4
1877 (cinq ") 6
1878 (trois ") 4
1879 (deux ") 3
1880 (deux " avec liste des phares et liste des navires) 5
—— 42

Rapport des délibérations de la commission des pêcheries, Halifax 1
Relevés des résultats des observations magnétiques et météorologiques, à l'observatoire magnétique, Toronto, 1841—1871 1

Milice.

1856—1867 1
1868 à 1880 13
—— 14

Département de l'intérieur.

1875 à 1880 6
(1874 manque.)
Extraits des rapports des arpenteurs des townships, au Manitoba et dans les Territoires de Kéwatin et du Nord-Ouest, 1879 1
The Land Prospector's Manual and Field Book 1

Revenu de l'intérieur.

1869, 1870, 1871, 1872, 1873 5
Statistique des canaux et inspection du gaz, avec annexes, pour 1874 3
1875 (deux suppléments) 3
1876 (trois ") 4
1877 (trois ") 4
1878 (trois ") 4
1879 (trois ") 4
1880 (trois ") 4
—— 31

(Le rapport de 1874 manque.)

Agriculture.

1854-63, 1864, 1865, 1866 (F. et A.), 1866-67 (F. et A.) 7
1867 à 1880 14
—— 21

Rapports du comité spécial de l'immigration et de la colonisation, 1873, 1875, 1877, 1878, 1881 5
Rapport d'un comité spécial du Sénat sur la terre de Rupert et la Rivière-Rouge, 1870 1
Rapports de l'Immigration, 1854-63 1
Brochures sur l'émigration 9
Volume contenant : *The contagious diseases of cattle* (Duncan), *La mouche des patates*, (Taché), *The Colorado potato beetle*, (traduction de la précédente brochure, Brymner) 1
Terres de la Couronne, 1856 à 1867, (avec cartes) 7
Travaux de colonization, 1854 à 1863 2
Subdivision du Bas-Canada en paroisses et townships, 1853 1
Colonisation du Bas-Canada, 1851 à 1861 (Drapeau) 1
Explorations et arpentages, 1858 à 1863 1
Brevets canadiens depuis 1824 4
Recensement du Canada, 1851-52 2
do do 1861-62 2
do do 1870-71, 1665-1871, 1608-1876 3
do do résumé, 1850-1860 1
Dictionnaire généalogique (Tanguay) 1
Les Canadiens de l'Ouest (Tassé), 2 vols. en 1 1
Dictionnaire et grammaire de la langue des Cris (Lacombe) 1
Indiens et Esquimaux Dènè—Dindjié (Pettitot, traduit par Brymner) 1
Partie du Nouveau Testament en langue Chippewa (Jones) 1
Inspecteurs d'asiles, 1859 à 1867 2
Ecole de Sainte-Anne, 1865 1
Cadastres abrégés des seigneuries de Montréal, 1860-61 3
" " " de Québec, 1858 à 1864 2
" " " des Trois-Rivières, 1861 1
" " " de la Couronne, 1864 1
Expositions, le Canada, et l'exposition, Paris, 1855 (F. et A) 2
" catalogue, Londres, 1862 1
" rapports, Vienne, 1873 4
" " Philadelphie, 1876 1
" prix, " 6
" rapport, Sydney, N.G.S., 1877 1
" Guide officiel, Paris, 1878 1
" rapports, " " 4

Edits et ordonnances..... 3
Comprenant: Commissions aux gouverneurs et intendants, 1540 à 1755.
Commissions aux officiers de justice, etc., 1638 à 1758.
Edits et ordonnances, tableaux relatifs aux..... 1
Rapports divers..... 1
Nominations politiques et élections, 1841 à 1865.
Rapports des banques ayant charte, 1865.
Rapports des élections, 1868.
do 1
Statistique du Canada, 1863.
Rapports municipaux du Haut et du Bas-Canada, 1863.
Etat et perspective du Canada, en 1854, d'après les dépêches de lord Elgin.
Réponse à une adresse relative à l'état des colonies, 1853.
Rapport des votes aux élections de 1854, avec les chiffres de la population.
Rapports des shérifs du Haut et du Bas-Canada, pendant dix ans, jusqu'au 31 décembre 1853.
Rapport des banques ayant charte, 1860.
do 1
Nominations politiques et élections, 1841 à 1863.
do 1
Rapport au sujet des troubles sur la ligne du chemin de fer Grand-Tronc, 1877.
Documents relatifs à l'adjudication de la section 15, chemin de fer canadien du Pacifique, 1877. (A. et F.)
do 1
Rapport du comité spécial du Sénat sur le tracé du chemin de fer canadien du Pacifique, 1877. (F. et A.)
Rapport sur les fonds affectés au service secret, 1877. (F. et A.).
Rapports sur l'agrandissement des canaux, 1877. (F. et A.).
Rapport du comité spécial du Sénat, au sujet des destitutions faites par les commissaires du havre, Montréal, 1877.
Rapport d'un comité de la Chambre des Communes sur la dépression commerciale, 1876. (F. et A.)..... 1
Rapport concernant le pont du chemin de fer de la Chaudière, 1880..... 1
Rapport, instructions à l'honorable A. Archibald, 1871..... 1
Rapport d'un comité spécial sur les limites entre la province d'Ontario et les territoires non organisés du Canada, 1880. 1
Rapport de la commission du service civil, 1881..... 1
Allocations au service civil, rapport par Brymner, Courtney et Cherriman, 1876..... 1
Œuvres de Champlain..... 2
Astrolabe de Champlain (Russell)..... 1
Journal des Jésuites..... 1
Relations des Jésuites..... 3
L'Abeille, 1848 à 1862..... 3
(Contenant des documents relatifs à l'histoire du Canada, publiés par le Séminaire de Québec.)
Year Book of Canada, 1867 à 1878..... 5
Chambre de commerce fédérale, délibérations, 1871 à 1879..... 9
Home and Foreign Trade of Montreal (Patterson), 1869 à 1871... 2

Rapport sur l'état du commerce entre les Etats-Unis et les possessions britanniques (Larned), 1871 1
Télégraphie avec les îles, etc., sur le Saint-Laurent 1
Deux lettres sur le commerce, par W. J. Patterson, 1876 2
Archives de la Nouvelle-Ecosse, 1869 1
Exploration géologique, 1853 à 1856. (F.) 1
" " Rapport général, 1863. (F. et A.). 2
" " Cartes, 1863 2
" " Rapports, 1863 à 1879 7
" " Ressources minérales, 1848 à 1868 1
" " Minéraux économiques, 1862 1
" " Pétrole à la Gaspésie (Sterry Hunt) 1865 1
" " *Mines and Minerals of New Brunswick* (Bailey), 1864 1
" " *Southern New Brunswick* (Bailey), 1865 1
" " New Brunswick (Hind), 1865 1
—— 18

Procès politiques, 1838, 1839 2
Statuts refondus 1
Rapports de la Cour Suprême 3
Débats du Sénat, de 1878 à 1881 (F. et A.) 9
" de la Chambre des Communes, 1875 à 1881 (F. et A.) 22
" sur la Confédération, 1865 (F. et A.) 2
" de la législature de Québec 2
Parliamentary Companion 13
Lovell's Gazetteer 1
Are Legislatures Parliaments? (*Fennings Taylor*) 1
Travels in Canada (O'Leary) 1
Documents relatifs aux possessions coloniales de Sa Majesté ... 8
Rapports des consuls de Sa Majesté 27
" secrétaires " 4
Rapport du régistraire général 10
Relevés statistiques du Royaume-Uni 2
Rapports des commissaires de l'immigration 5
Rapport des commissaires sur le traitement des immigrants à la Guiane anglaise 1
Documents relatifs au fonctionnement du scrutin dans les colonies australiennes 1
Bureau des archives publiques, Londres :—Règles et règlements du maître des rôles concernant l'usage des archives, etc... 1
Règlements à observer en faisant des copies officielles 1
Mémoire au sujet de la destruction des documents inutiles, 1876. 1
Amendement à l'acte concernant les archives publiques de 1838, 1877 1
Rapport sur la construction du bureau des archives publiques et les moyens adoptés pour le rendre à l'épreuve du feu 1
Catalogue de la bibliothèque 1
" des archives publiées 1
Liste des livres et documents du bureau de la guerre, déposés au bureau des archives publiques 1
Bureau d'enregistrement d'Edimbourg :—
Rapports du registraire-adjoint d'Ecosse, de 1 à 14, 16 à 18, de 1807 à 1868 16
(Le rapport n° 15 manque, édition épuisée.)

Rapports des commissaires sur l'état des registres et les titres de la propriété foncière dans les comtés et bourgs de l'Ecosse, 1863 1
Rapport d'un comité parlementaire sur le bill concernant l'enregistrement des brefs (Ecosse), 1863 1
Minute de la Trésorerie, réglant les différentes charges, 1881 1
Bibliographie de la Nouvelle France 1
Pairie Stirling :—
Procès de Humphrys ou Alexander. Rapport de Swinton, 1 ; de Turnbull, 1 2
Factum du demandeur 1
Papiers d'Etat (colonies), de 1574 à 1668 2

Le tout respectueusement soumis.

DOUGLAS BRYMNER.

Ottawa, le 31 décembre 1881.

ERRATUM.

Page 8,—Nos 1, 2 et 3 du tableau,—lisez "collation," au lieu de: "impression."
No 5 du tableau,—lisez "collation," au lieu de: "publication."
1ère et 2ème lignes du paragraphe qui suit immédiatement le tableau,—lisez "collation," au lieu de: "impression."
Page 9,—2ème ligne du sixième paragraphe,—lisez "collation," au lieu de: "impression."

No. 2.

RAPPORT ANNUEL DE L'AGENT D'IMMIGRATION A QUÉBEC.

(M. L. STAFFORD.)

BUREAU OFFICIEL D'IMMIGRATION,

QUÉBEC, 31 décembre 1881.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur de vous soumettre, pour votre information, mon rapport pour l'année 1881.

Ci-suit un état des passagers débarqués au port de Québec en 1881 :—

——	Passagers de cabine.	Passagers d'entrepont.	Totaux.
	3,538	26,710	30,248
Ajoutez—naissances pendant la traversée	.....	1	1
	3,538	26,711	30,249
Retranchez—décès pendant la traversée	1	10	11
	3,537	26,701	30,238

Ce tableau indique, comparativement à celui de 1880, une augmentation de 5,241 âmes.

TABLEAU COMPARATIF DE L'IMMIGRATION, 1880 ET 1881.

Pays d'origine.	1881.		1880.		Augmentation.	Diminution.
	Passagers de cabine.	Passagers d'entrepont.	Passagers de cabine.	Passagers d'entrepont.		
Angleterre	2,927	15,720	3,254	21,172	5,779	.....
Irlande	42	2,443	119	2,361	.....	5
Ecosse	173	2,672	164	2,697	16	.....
Total venant du Royaume-Uni	3,142	20,835	3,537	26,230	5,795	5
Venus par voie des États-Unis	.....	1,020	.....	471	.....	549
	.....	21,855	.....	26,701	5,795	549
Passagers de cabine	.....	3,142	.....	3,537		
Grand total	.....	24,997	.....	30,238	.....	.....

Indiquant une augmentation de 5,790 dans les chiffres de l'immigration partie du Royaume-Uni, et une diminution de 549 dans ceux de l'immigration venue par voie des Etats-Unis, etc.

Le nombre total des steamers entrés dans ce port avec passagers a été de 126.

La durée moyenne des traversées a été, par la ligne Allan : paquebots-poste, de Liverpool, 9¾ jours ; Londonderry, 8¾ jours ; steamers de Glasgow, 11½ jours ; ligne Dominion, de Liverpool, 11¼ jours ; Belfast, 10 jours ; ligne Beaver, de Liverpool, 11 jours ; ligne Temperley, de Londres, 16½ jours; ligne Ross, de Londres, 14¾ jours.

HR
F 5001
C 13
1881

PURCHASED 12th October 1929

FROM Louis Laurin

PLACE OF PURCHASE Ottawa

PRICE 2.50

LATER CATALOGUED PRICES